

Art. 9. De artikelen 1 en 9 treden in werking op de tiende dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen 2 tot 8 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET
De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003135]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique, modifié en dernier lieu par le décret du 19 octobre 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques ;

Vu le « test genre » établi le 7 novembre 2023 en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale, donné le 20 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 14 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.648/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 15 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications apportées à l'intitulé

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les mots « organisé par le Réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques » sont remplacés par les mots « et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique ».

CHAPITRE 2. — Modifications apportées aux définitions

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o « le Décret » : le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la lecture publique;

2^o « le Ministre » : le ou la ministre qui a les bibliothèques dans ses attributions;

3^o « l'Inspection » : le Service général d'Inspection de la Culture de l'Administration générale de la Culture;

4^o « la Commission » : la Commission de l'Action culturelle et territoriale ;

5^o « Usager » : l'utilisateur, individuel ou collectif, du Réseau de la Lecture publique.

6^o « le Service de la Lecture publique » : la Direction de la Lecture publique du Service général de l'Action culturelle et territoriale de l'Administration générale de la Culture ;

7^o « Catalogue collectif parrainé » : catalogue collectif distinct de celui de l'opérateur d'appui, mis en place par des opérateurs directs ou itinérants avant le 1^{er} janvier 2024. »

CHAPITRE 3. — Modifications relatives au Réseau de la Lecture publique

Art. 3. Dans l'intitulé du chapitre 2 du même arrêté, les mots « réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Art. 4. Dans l'intitulé de la section 1^{ère} du même chapitre, les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Art. 5. Dans l'article 3 du même arrêté, à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire :

a) les mots « articles 6 et 8, § 2, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 1^{er}, 1°, et 8, § 2, » ;

b) les mots « Service général des Lettres et du Livre agissant en tant qu'opérateur d'appui » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

2° dans le 1°, a) :

a) les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

b) les mots « du Conseil » sont remplacés par les mots « de la Commission » ;

c) les mots « Service général des Lettres et du Livre » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

3° dans le 2°, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

4° dans le 3°, les mots « , itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « et d'appui » ;

5° dans le 4° :

a) les mots « Réseau public de la lecture » sont à chaque fois remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

b) le c) est complété par les mots « ou itinérants » ;

6° dans le 5° :

a) les mots « Réseau public de la lecture » sont à chaque fois remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

b) au c) les mots « et/ou itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « en vue de ».

Dans l'alinéa 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire :

a) les mots « articles 6 et 8, § 1^{er}, 3°, et § 2, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 1^{er}, 1°, et 8, §§ 1^{er}, 3°, et 2, » ;

b) les mots « Service général des Lettres et du Livre agissant en tant qu'opérateur d'appui » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

2° dans le 1°, les mots « , les opérateurs itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « et les opérateurs d'appui » ;

3° dans le 2° :

a) les mots « ainsi que la cohérence du catalogage et des normes bibliographiques à l'échelle de la Communauté française » sont insérés entre les mots « vers les catalogues collectifs » et les mots « ; ce comité » ;

b) les mots « ou d'une communauté de bibliothèques conventionnées pour l'organisation d'un catalogue collectif » sont supprimés ;

4° il est ajouté un 4° rédigé comme suit :

« 4° la coordination d'un consortium d'acquisitions numériques, rassemblant l'ensemble des opérateurs d'appui et PointCulture, qui élabore et met en œuvre une politique d'acquisition des livres numériques pour la plateforme de prêt numérique du Réseau de la Lecture publique. ».

Dans l'alinéa 3 du même article, dans la phrase liminaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « articles 6 et 8, § 1^{er}, 4°, et § 2, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 1^{er}, 1°, et 8, §§ 1^{er}, 4°, et 2, » ;

2° les mots « Service général des Lettres et du Livre agissant en tant qu'opérateur d'appui » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

3° les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Dans l'alinéa 4 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire :

a) les mots « articles 6 et 8, § 1^{er}, 5°, et § 2, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 1^{er}, 1°, et 8, §§ 1^{er}, 5°, et 2, » ;

b) les mots « Service général des Lettres et du Livre agissant en tant qu'opérateur d'appui est tenu » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique est chargé » ;

2° dans le 1°, le mot « réelles » est supprimé ;

3° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° de veiller à assurer une réflexion entre les opérateurs itinérants sur la méthodologie mise en œuvre dans l'opérationnalisation de l'activité, notamment sur un territoire partagé avec un autre opérateur direct, » ;

4° il est ajouté un 5° rédigé comme suit :

« 5° d'induire une réflexion quant à l'utilisation d'outils communs par les opérateurs directs, les opérateurs itinérants, les opérateurs d'appui et PointCulture, afin de renforcer la dynamique de réseau intégré ; ».

Art. 6. Dans l'article 4 du même arrêté, au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire :

a) les mots « articles 5, § 3, 6, 8, § 1^{er}, 3°, 5°, et 11, 2°, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 3, 8, § 1^{er}, 3° à 5°, et 11, 2°, » ;

b) les mots « qui desservent les opérateurs directs d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale » sont supprimés ;

2° au 1° :

a) les mots « , mis à jour en temps réel, » sont insérés entre les mots « catalogue collectif » et les mots « des collections » ;

b) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « situés sur leur territoire » ;

3° le 2° est abrogé ;

4° dans le 3° :

a) au a) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « situés sur leurs territoires » ;

b) au c) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « en se fondant » ;

c) au e) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « en vue de ».

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « et itinérants de leur territoire de compétence » sont insérés entre les mots « les opérateurs directs » et les mots « . Ils pourront » ;

b) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « aux opérateurs directs » et les mots « soit directement » ;

2° à l'alinéa 2 :

a) la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Seuls les frais suivants peuvent faire l'objet d'un remboursement par l'opérateur direct ou itinérant : » ;

b) dans le a) les mots « du coût » sont remplacés par les mots « le coût » ;

c) dans le b) les mots « du coût » sont remplacés par les mots « le coût » ;

d) dans le c) les mots « du coût » sont remplacés par les mots « le coût » ;

e) dans le d) les mots « des coût » sont remplacés par les mots « les coûts » ;

f) dans le e) les mots « des coût » sont remplacés par les mots « les coûts ».

Dans le même article, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. En application des articles 5, § 1^{er}, 2°, 5 § 3, 8, § 1^{er}, 3° à 5°, 11, 2°, et 18/1, alinéa 2, 2°, PointCulture :

1° crée et gère un catalogue, mis à jour en temps réel, des collections audiovisuelles disponibles au prêt pour l'ensemble du réseau de la lecture publique ;

2° assure la mise en relation régulière des opérateurs d'appui, des opérateurs directs et des opérateurs itinérants situés sur son territoire de compétence, de leurs actions et de leurs résultats en matière de ressources audiovisuelles ;

3° coordonne la gestion des collections audiovisuelles des opérateurs directs et itinérants en se fondant notamment sur l'analyse de l'état des collections tiré de leur(s) catalogue(s) collectif(s) et du portail des catalogues collectifs de la Communauté française et de l'utilisation des collections par les usagers, réelle ou à susciter ;

4° répond aux demandes des opérateurs directs et itinérants qui gèrent des collections audiovisuelles pour déterminer les nécessités de développer ces collections et de coordonner les politiques de gestion de celles-ci en ce compris les acquisitions et l'élagage ;

5° apporte une aide en médiation culturelle aux opérateurs directs et itinérants qui le souhaitent en vue de la conception et de la gestion de leurs plans quinquennaux de développement en matière de ressources audiovisuelles ;

6° propose aux opérateurs de son territoire de compétence des programmes de formation continue en matière de ressources audiovisuelles ;

7° prend en charge, avec le support des opérateurs d'appui, l'acheminement des ressources demandées en prêt interbibliothèques, selon les modalités définies avec le Service de la Lecture publique. ».

Art. 7. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa existant devient un § 1^{er} ;

2° dans la phrase liminaire :

a) les mots « articles 5, § 3, 6 et 8, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « articles 5, § 3, et 8, § 1^{er}, » ;

b) les mots « qui desservent les opérateurs directs d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale » sont supprimés ;

3° dans le 1° :

a) le a) est abrogé ;

b) au b) les mots « selon le protocole OAI-PMH enrichi des données d'exemplaires prévues dans le format MarcXchange et selon les recommandations pour l'échange de données d'exemplaire en format UNIMARC » sont supprimés et les mots « suivant la norme Open URL (ANSI/NISO Z39.88 - 2004); » sont remplacés par les mots « via l'usage d'URL pérennes » ;

3° le 2° est complété par les mots « , et assurent la conservation partagée des périodiques et leur fourniture à l'utilisateur » ;

4° dans le même alinéa, il est inséré un 4° rédigé comme suit :

« 4° prennent en charge l'acheminement des documents demandés en prêt interbibliothèques au sein de leur territoire et échangent les documents demandés à ou par des opérateurs d'appui en dehors de leur territoire, selon les modalités définies avec le Service de la Lecture publique. » ;

5° dans le même paragraphe, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Après avis du comité de convergence des pratiques de catalogage visé à l'article 3, alinéa 2, 2°, le Ministre définit :

1° les normes et standards relatifs aux catalogues collectifs, aux échanges de données bibliographiques depuis ou vers ceux-ci et aux liens entre notices bibliographiques et entre requêtes d'un catalogue vers ou depuis un outil collectif du Service de la Lecture publique ;

2° les conditions dans lesquelles les opérateurs directs ou itinérants peuvent continuer à utiliser, de manière transitoire et temporaire, un catalogue collectif parrainé. » ;

6° dans le même article, il est inséré un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. En application de l'article 5 § 3, du décret, afin de garantir une interopérabilité entre opérateurs du réseau, le Service de la Lecture publique, les opérateurs d'appui et PointCulture concluent une convention visant à fixer un cadre permettant de se doter d'un outil identique de gestion de catalogue, et ce, dès la fin des contrats en cours. ».

Art. 8. Dans la section 1ère du même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. En application de l'article 5, § 3, du décret, le Service de la Lecture publique, les opérateurs d'appui et PointCulture participent financièrement, proportionnellement à la population de leur territoire, à un budget commun d'acquisitions de titres numériques destiné au développement du catalogue de la plateforme de prêt numérique du Réseau de la lecture publique.

Ce budget est fixé et géré par le consortium d'acquisitions numériques visé à l'article 3, alinéa 2, 4°, sous la coordination du Service de la Lecture publique. ».

Art. 9. Dans la section 1ère du même arrêté, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. La convention prévue à l'article 6 du décret précise :

1° le territoire visé par l'action de l'opérateur itinérant ;

2° les usagers visés par l'action de l'opérateur itinérant ;

3° les services proposés aux usagers ;

4° les missions respectives assurées par l'opérateur itinérant, l'opérateur d'appui et les opérateurs directs partenaires ;

5° La participation financière éventuelle des pouvoirs organisateurs partenaires.

Lorsque l'opérateur d'appui et l'opérateur itinérant d'un même territoire sont organisés par un même pouvoir organisateur, le plan quinquennal tient lieu de convention entre eux et inclut les éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 10. Dans l'intitulé de la section 2 du même chapitre, les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Art. 11. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. En vue de l'application de l'article 8, § 1^{er}, 2°, du décret, le Ministre définit les normes bibliothéconomiques et d'échanges de données que les opérateurs du Réseau de la Lecture publique doivent respecter, en tenant compte de l'évolution des technologies et des normes du métier. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications relatives à la reconnaissance des opérateurs*

Art. 12. Dans l'intitulé du chapitre 3 du même arrêté, les mots « Service public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

Art. 13. Dans le même chapitre, l'article 8 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Pour respecter la condition prévue à l'article 12, alinéa 2, 3°, du décret, un opérateur doit disposer en permanence d'un personnel qualifié composé :

1° d'un ou plusieurs équivalents temps plein spécifiquement attaché(s) à l'opérateur, chargé(s) de la conception et de la mise en œuvre du plan quinquennal de développement ;

2° d'un ou d'une bibliothécaire-responsable spécifiquement attaché(e) à l'opérateur, chargé(e) de coordonner la conception et la mise en œuvre du plan quinquennal de développement.

§ 2. Pour être réputé personnel qualifié et bénéficier de la subvention prévue à l'article 18, § 1^{er}, 1°, du décret, la personne concernée doit :

1° soit, être titulaire d'un des diplômes suivants :

a) Master ou licencié en sciences et technologies de l'information et de la communication ;

b) Master ou licencié en langues et lettres françaises et romanes, orientation générale, avec une finalité liée au livre ;

c) Bachelier ou gradué bibliothécaire-documentaliste ;

d) Bibliothécaire breveté, spécifique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court ;

e) Titre étranger reconnu par le Gouvernement comme équivalent aux diplômes visés sous a) à d) ;

2° soit, être titulaire d'un des diplômes suivants :

a) Master ou licencié en informatique ;

b) Bachelier ou gradué en informatique ;

c) Titre étranger reconnu par le Gouvernement comme équivalent aux diplômes visés sous a) à c) ;

3° soit, avoir exercé une fonction d'animateur subventionné dans le cadre du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

4° soit, répondre aux conditions cumulatives suivantes :

a) disposer d'un diplôme utile de l'enseignement supérieur autre que ceux visés sous 1° et 2° ou d'une expérience professionnelle utile rémunérée d'au moins cinq ans autre que celle visée sous 3° ;

b) être affecté à la conception ou à la mise en œuvre des aspects d'animation ou de médiation du plan quinquennal de développement ;

c) avoir été sélectionné par un jury composé au minimum :

- d'un représentant du pouvoir organisateur ou de chaque pouvoir organisateur partenaire ;

- du ou de la bibliothécaire-responsable ;

d) avoir été recruté après accord préalable du Service de la Lecture publique sur l'offre d'emploi reprenant les conditions d'ouverture du poste et de recrutement.

Le Ministre peut compléter la liste visée à l'alinéa 1^{er}, sous 1^o, par tout diplôme de l'enseignement supérieur en lien direct avec la bibliothéconomie.

Un représentant du Service de la Lecture publique peut participer, à sa demande ou à celle de l'opérateur, au jury visé à l'alinéa 1^{er}, sous 4^o.

§ 3. Le ou la bibliothécaire-responsable de l'opérateur doit être :

1^o soit une personne disposant des qualifications visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 2^o ;

2^o soit une personne disposant de l'expérience professionnelle visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o ;

3^o soit une personne disposant d'un diplôme utile de l'enseignement supérieur autre que ceux visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, ou d'une expérience professionnelle utile rémunérée d'au moins cinq ans autre que celle visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o.

Lorsque l'opérateur est organisé par plusieurs pouvoirs organisateurs, le ou la bibliothécaire-responsable doit relever du pouvoir organisateur désigné comme coordinateur conformément à l'article 2, 3^o.

Les bibliothécaires-responsables entrant en fonction à partir du 1^{er} janvier 2025 doivent avoir été sélectionnés par un jury composé au minimum :

1^o d'un représentant du pouvoir organisateur ou de chaque pouvoir organisateur partenaire ;

2^o d'un représentant de l'Inspection. ».

Art. 14. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « employant moins » ;

b) les mots « à l'article 8, 1^o » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o » ;

2^o à l'alinéa 2 :

a) les mots « et itinérants » sont insérés entre les mots « opérateurs directs » et les mots « employant trois » ;

b) les mots « à l'article 8, 1^o » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o » ;

c) les mots « à l'article 8 » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 2 ».

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « à l'article 8, 1^o » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o » ;

2^o les mots « à l'article 8 » sont remplacés par les mots « à l'article 8, § 2 ».

Dans le § 3 du même article, les mots « à l'article 18, 1^o, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, 1^o, ».

Art. 15. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « telles que décrites à l'annexe 1^{re}, A ou B, au présent arrêté » sont supprimés ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « à l'annexe 4, A ou B, au présent arrêté » sont remplacés par les mots « à l'annexe 4, A, » ;

3^o à l'alinéa 3, les mots « ou itinérant » sont insérés entre les mots « opérateur direct » et les mots « doit disposer » ;

4^o à l'alinéa 4, les mots « A l'exclusion des bibliothèques itinérantes, » sont supprimés.

Art. 16. Dans l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « telles que décrites à l'annexe 1^{re}, A ou B, au présent arrêté » sont supprimés ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « ou B, au présent arrêté » sont supprimés.

Art. 17. Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « ou itinérant » sont insérés entre les mots « opérateur direct » et le mot « dispose » ;

2^o les mots « à l'annexe 4, A ou C, au présent arrêté » sont remplacés par les mots « à l'annexe 4, A ou C ».

Art. 18. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le Conseil de développement de la lecture visé à l'article 12, alinéa 2^o, 7^o, du décret est composé :

1^o de membres effectifs, désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du ou de la bibliothécaire-responsable ;

2^o du ou de la bibliothécaire-responsable et d'un ou plusieurs représentants du personnel visé à l'article 8, § 1^{er}, siégeant avec voix consultative ;

3^o d'un ou plusieurs représentants du pouvoir organisateur, siégeant avec voix consultative ;

4^o d'un représentant de l'Inspection, siégeant avec voix consultative ;

5^o le cas échéant d'un représentant de l'opérateur d'appui, siégeant avec voix consultative.

Le conseil de développement de la lecture est composé pour moitié au moins de membres qui ne sont ni membres du personnel de l'opérateur, ni représentants du pouvoir organisateur.

§ 2. Les membres effectifs sont issus du tissu social, associatif, économique, culturel. Ils ne peuvent pas être simultanément membre du personnel de l'opérateur ou représentant du pouvoir organisateur.

Le conseil comprend au minimum six membres effectifs permanents, dont au moins :

1^o un représentant d'organismes actifs dans le champ culturel ;

2^o un représentant d'organismes actifs dans le champ de l'insertion sociale, de l'alphabétisation ou de la formation continue ;

3^o un représentant de l'enseignement ;

4^o un représentant des usagers.

Le conseil peut également inviter des membres effectifs temporaires en fonction de ses besoins.

§ 3. Le conseil de développement de la lecture participe à l'évaluation continue du plan quinquennal de développement.

Il contribue notamment au rapport général d'auto-évaluation visé à l'article 14 du décret, et épaula l'équipe de l'opérateur dans la définition de la stratégie et la mise en œuvre de projets particuliers.

§ 4. Le conseil de développement de la lecture peut créer autant de commissions spécialisées qu'il le souhaite.

Les membres de ces commissions sont soit permanents, soit temporaires à l'occasion d'un projet particulier.

Les commissions font rapport de leur travail à l'ensemble du conseil. ».

Art. 19. Dans l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, les mots « , en deux exemplaires et » sont supprimés ;

2° dans le 1° de l'alinéa 2, les mots « du Service public de la Lecture ou de l'organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont supprimés ;

3° dans le 2°, les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

4° le 3° de l'alinéa 2 est abrogé ;

5° dans l'alinéa 3, les mots « ou l'organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont supprimés.

Art. 20. Dans l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou à l'organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéas 1^{er} et 2 » ;

3° à l'alinéa 3, « ou de l'organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont supprimés ;

4° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 21. Dans l'intitulé de la sous-section 2 de la section 1ère du même chapitre, les mots « du Conseil » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 22. Dans l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , au plus tard le 15 juin, » sont insérés entre le mot « transmet » et les mots « la demande de reconnaissance » ;

2° les mots « pour le 30 juin de l'exercice au cours duquel » sont remplacés par les mots « le 30 septembre de l'année au cours de laquelle ».

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'avis de l'Inspection au Conseil » sont remplacés par « la demande de reconnaissance à la Commission » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le Conseil » sont remplacés par les mots « La Commission ».

Dans le § 3 du même article, les mots « du Conseil » sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Art. 23. Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « des avis de l'Inspection et du Conseil » sont remplacés par les mots « de la proposition du Service de la Lecture publique » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les quinze jours de la réception de la décision du Ministre, le Service de la Lecture publique notifie celle-ci à l'opérateur. » ;

3° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« La reconnaissance est accordée au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'introduction de la demande. »

Art. 24. Dans le même arrêté, l'article 18 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. § 1^{er}. L'opérateur dispose, après réception de la notification de la décision visée à l'article 17, alinéa 1^{er}, d'un droit de recours à exercer aux conditions et selon les modalités prévues à l'article 96 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 2. Lorsque le dossier est renvoyé devant une session de la Commission, cette dernière et l'Inspection disposent d'un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis de la Chambre de recours pour rendre un nouvel avis.

§ 3. Le Service de la Lecture publique soumet sans délai au Ministre une proposition accompagnée de l'avis de la Chambre de recours et, le cas échéant, des avis de l'Inspection et de la Commission.

Le Ministre dispose d'un délai de quinze jours à dater de l'avis de la Chambre de recours ou, le cas échéant, du nouvel avis de la Commission pour prendre sa décision.

Le Service de la Lecture publique notifie la décision à l'opérateur dans les dix jours de la décision du Ministre. ».

Art. 25. Dans le même arrêté, l'article 19 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. En application des articles 14, § 1^{er}, et 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, le rapport général d'auto-évaluation et le projet de plan de développement pour la période quinquennale suivante sont déposés auprès du Service de la Lecture publique au plus tard le 31 janvier de la cinquième année du plan quinquennal en cours.

Dans les trente jours à dater de la réception des éléments visés à l'alinéa 1^{er}, le Service de la Lecture publique en accuse réception et notifie la recevabilité du dossier à l'opérateur.

Lorsque les éléments visés à l'alinéa 1^{er} ne lui sont pas transmis dans le délai prescrit, le Service de la Lecture publique adresse un rappel à l'opérateur. Ce dernier dispose d'un délai de trente jours pour fournir les éléments demandés.

En l'absence de réponse de l'opérateur dans les délais fixés à l'alinéa 3 ou si la réponse fournie est incomplète ou inadéquate, la demande est réputée irrecevable, ce que le Service de la Lecture publique confirme par courrier dans les huit jours.

§ 2. Les avis de la Commission et de l'Inspection sont rendus avant le 30 septembre de la cinquième année.

Le Service de la Lecture publique transmet au Ministre, avant le 31 octobre, ses propositions accompagnées des avis visés à l'alinéa 1^{er}.

Après réception des propositions du Service de la Lecture publique, le Ministre dispose d'un délai de trente jours pour prendre sa décision.

En cas de décision de retrait, l'opérateur dispose d'un droit de recours à exercer conformément à ce que prévoit l'article 18. ».

Art. 26. Dans l'article 19/1 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

- a) les mots « à l'article 19, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er} » ;
- b) les mots « du Service public de la Lecture » sont supprimés ;
- c) les mots « le maintien de la reconnaissance » sont remplacés par les mots « la reconnaissance » ;
- d) les mots « rapport général d'exécution » sont remplacés par les mots « rapport général d'auto-évaluation » ;

2° à l'alinéa 2 :

- a) les mots « à l'article 19, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 19, § 2, alinéa 1^{er} » ;
- b) les mots « Commission d'avis » sont remplacés par le mot « Commission » ;
- c) les mots « du Service public de la Lecture » sont supprimés ;

3° à l'alinéa 3 :

- a) les mots « du Service public de la Lecture » sont supprimés ;
- b) les mots « alinéas 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 et 3 du § 2 ».

Art. 27. Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « évaluation » est remplacé par le mot « auto-évaluation » ;
- 2° les mots « à l'article 14, §§ 1^{er} et 2, » sont remplacés par les mots « à l'article 14 » ;
- 3° le mot « soutien » est remplacé par les mots « accompagnement ponctuel ».

Art. 28. Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Ministre arrête le modèle du rapport d'activité et du rapport comptable visés à l'article 16, § 1^{er}, du décret. » ;

2° au § 2 :

- a) les mots « le rapport d'activité et » sont insérés entre les mots « du décret, » et les mots « le rapport comptable » ;
- b) le mot « doit » est remplacé par le mot « doivent » ;
- 3° le § 3 est abrogé.

Art. 29. Dans le même arrêté, l'article 22 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. - Le Service de la Lecture publique contrôle la justification des subventions accordées conformément aux articles 21 et 23.

En cas de non-respect des conditions de reconnaissance ou de subventionnement, le Service de la Lecture publique adresse à l'opérateur ou à la fédération professionnelle reconnue la mise en demeure visée à l'article 24, 1°, du décret.

Dès réception des observations de l'opérateur ou de la fédération professionnelle reconnue, ou en l'absence d'observation, le Service de la Lecture publique confirme ou infirme son avis initial dans le délai prévu à l'article 24, 3°, du décret.

S'il estime nécessaire de procéder à un retrait de la reconnaissance ou des subventions, le Service de la Lecture publique saisit l'Inspection et la Commission.

L'Inspection et la Commission rendent un avis dans un délai de trente jours.

Le Service de la Lecture publique transmet au Ministre, dans les dix jours de la réception des avis, ses propositions accompagnées de l'avis de la Commission et de celui de l'Inspection.

Le Ministre dispose d'un délai de trente jours dès réception de ces documents pour décider du maintien ou du retrait des subventions ou de la reconnaissance. ».

Art. 30. Dans l'article 23, § 1^{er}, les mots « à l'article 18, 1°, dernier alinéa, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 2, alinéa 4, 2°, ».

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

- a) les mots « d'une bibliothèque locale » sont remplacés par les mots « d'un opérateur direct » ;
- b) les mots « à l'article 18, 1°, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, » ;

2° à l'alinéa 2 :

- a) les mots « les Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;
- b) les mots « du présent arrêté » sont ajoutés après les mots « de l'article 2, 2° ».

Le § 3 du même article est remplacé par ce qui suit : « § 3. Les pouvoirs organisateurs de droit public peuvent cumuler les subventions visées à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret avec d'autres subventions à l'emploi à condition que le montant cumulé de ces différentes subventions ne dépasse pas les dépenses réellement consenties pour le personnel concerné. ».

Dans le § 4 du même article, les mots « à l'article 18, 1°, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 2, ».

Art. 31. Dans l'article 24, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « à l'article 18, 1° et 2°, et à l'article 19, alinéa 1^{er}, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, » ;

b) les mots « organisations représentatives agréées de bibliothécaires et de bibliothèques » sont remplacés par les mots « fédérations professionnelles reconnues » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont remplacés par les mots « fédération professionnelle reconnue » ;

3° à l'alinéa 3 :

a) les mots « organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont remplacés par les mots « fédération professionnelle reconnue » ;

b) les mots « aux articles 24 et suivants du décret et à l'article 30 » sont remplacés par les mots « à l'article 22 ».

Dans le § 2 du même article, les mots « l'organisation représentative agréée de bibliothécaires et de bibliothèques » sont remplacés par les mots « la fédération professionnelle reconnue ».

CHAPITRE 5. — *Modifications relatives aux fédérations professionnelles reconnues*

Art. 32. Dans le même arrêté, il est inséré après l'article 24 un chapitre 3/1 contenant les articles 24/1 à 24/4 et rédigé comme suit :

« CHAPITRE 3/1. – Des fédérations professionnelles reconnues

Art. 24/1. § 1^{er}. La demande de contrat-programme visée à l'article 19, § 3, du décret est introduite avant le 31 mars de l'année précédant la prise d'effet du contrat.

Elle est accompagnée d'un plan reprenant les objectifs d'action et de programmation de la fédération concernée pour les cinq années à venir.

§ 2. La recevabilité de la demande est examinée conformément à l'article 15.

§ 3. Les demandes recevables sont traitées par les services du Gouvernement et la Commission conformément à l'article 16.

§ 4. La décision du Ministre est notifiée conformément à l'article 17.

§ 5. Les modalités de recours prévues à l'article 18 sont d'application.

Art. 24/2. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret sont justifiées par des dépenses afférentes à la même année que l'année d'imputation des subventions au budget de la Communauté française.

§ 2. Les fédérations professionnelles reconnues bénéficiant des subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret présentent annuellement un dossier justificatif de l'utilisation de celles-ci, constitué d'un rapport comptable et d'un rapport d'activité.

Le Ministre arrête le modèle du rapport d'activité et du rapport comptable visés à l'alinéa 1^{er}.

Le rapport d'activité et le rapport comptable doivent être transmis au Service de la Lecture publique au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit celle pour laquelle les subventions sont accordées.

Art. 24/3. § 1^{er}. Le contrôle de la justification des subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret est exercé conformément aux articles 22 à 24.

§ 2. Les fédérations professionnelles reconnues sont tenues de conserver pendant cinq ans, à dater du 1^{er} janvier de l'année suivant l'année d'octroi des subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret, toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et de les tenir à disposition pour vérification, conformément aux dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

§ 3. Si une fédération professionnelle reconnue ne justifie pas entièrement de l'utilisation des subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret, le Service de la Lecture publique procède à la récupération des montants non justifiés.

Si une fédération professionnelle reconnue ne justifie pas, pendant deux années de suite, de l'utilisation de la totalité des subventions visées à l'article 19, § 1^{er}, du décret, la procédure prévue aux articles 24 et suivants du décret et à l'article 22 s'applique.

Art. 24/4. § 1^{er}. La demande de renouvellement du contrat-programme est introduite au plus tard le 31 janvier de la cinquième année du contrat en cours.

Elle est accompagnée d'un rapport général d'auto-évaluation du contrat en cours et d'un plan reprenant les objectifs d'action et de programmation de la fédération concernée pour les cinq années à venir.

§ 2. La demande de renouvellement est traitée conformément à l'article 19. ».

CHAPITRE 6. — *Modifications relatives aux conditions de subventionnement*

Art. 33. Dans l'article 25 du même arrêté, les mots « de l'article 18, 1°, » sont remplacés par les mots « de l'article 18, § 2, alinéa 4, 2°, ».

Art. 34. Dans l'article 26, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « de l'article 18, 1°, a), » sont remplacés par les mots « de l'article 18, § 4, » ;

b) les mots « la bibliothèque locale » sont remplacés par les mots « l'opérateur direct » ;

c) le mot « circulation » est remplacé par le mot « conservation » ;

d) les mots « du Service public de la Lecture » sont supprimés ;

e) les mots « durant laquelle elle » sont remplacés par les mots « durant laquelle il » ;

f) les mots « ou elle demande » sont remplacés par les mots « ou demande » ;

2° à l'alinéa 2 :

a) les mots « bibliothèques locales demandeuses » sont remplacés par les mots « opérateurs directs demandeurs » ;

b) les mots « Service général des Lettres et du Livre » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

c) les mots « à l'article 18, 1^o, a), » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 4, » ;

d) les mots « la (ou les) bibliothèque(s) locales(s) » sont remplacés par les mots « le (ou les) opérateur(s) direct(s) » ;

e) les mots « bibliothèques locales intéressées » sont remplacés par les mots « opérateurs directs intéressés » ;

3^o à l'alinéa 3, les mots « aux Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « au Service de la Lecture publique ».

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « Les bibliothèques locales » sont remplacés par les mots « Les opérateurs directs » ;

2^o les mots « à l'article 18, 1^o, a), alinéa 2, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 4, » ;

3^o les mots « la bibliothèque locale » sont remplacés par les mots « l'opérateur direct ».

Art. 35. Dans l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « opérateurs directs reconnus comme » sont insérés entre les mots « Pour les » et les mots « bibliothèques locales » ;

2^o dans le même alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 18, 2^o, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, » ;

3^o le dernier alinéa est abrogé.

Dans le § 2 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « bibliothèques itinérantes » sont remplacés par les mots « opérateurs itinérants » ;

2^o les mots « à l'article 18, 2^o, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, » ;

3^o les mots « annexe 4 A » sont remplacés par les mots « annexe 4 C » ;

4^o le tableau est remplacé par ce qui suit :

Catégorie 1	Catégorie 2
20.000	25.000

Dans le § 3 du même article, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « opérateurs directs reconnus comme » sont insérés entre les mots « Pour les » et les mots « bibliothèques spéciales » ;

2^o les mots « à l'article 18, 2^o, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ».

Dans le § 4 du même article, les mots « à l'article 18, 2^o, » sont remplacés par les mots « à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ».

Art. 36. Dans le même chapitre, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit :

« Art. 27/1. § 1^{er}. Les subventions complémentaires liées à la réalisation d'un dispositif spécifique, prévues à l'article 18, § 5 à 7, du décret, consistent en un montant forfaitaire de 30.000 €.

§ 2. Les exigences minimales requises pour pouvoir bénéficier d'une subvention complémentaire pour la gestion d'une médiathèque locale sont les suivantes :

1^o la collection est composée de 1500 médias différents minimum, et présente une qualité et une diversité suffisante ;

2^o la collection est référencée dans le catalogue de l'opérateur d'appui et est disponible au prêt inter ;

3^o la bibliothèque dispose d'un espace dédié. Par dérogation, les opérateurs itinérants identifient des lieux ou moments spécifiques dédiés à l'action de la médiathèque ;

4^o la collection est accessible aux usagers durant les heures d'ouverture de la bibliothèque ;

5^o au minimum 4h/semaine sont consacrées au service de prêt de médias ou d'animations spécifiques ;

6^o l'opérateur consacre un budget spécifique à la politique d'acquisition ;

7^o la collection en libre accès est constituée, pour 30% au moins, de médias de moins de 10 ans ;

8^o le personnel dédié suit a minima une formation spécifique tous les deux ans.

§ 3. Les exigences minimales requises pour pouvoir bénéficier d'une subvention complémentaire pour la gestion d'une ludothèque locale sont les suivantes :

1^o la collection est composée de 600 jeux différents minimum, et présente une qualité et une diversité suffisante ;

2^o la collection est référencée dans le catalogue de l'opérateur d'appui ;

3^o la bibliothèque dispose d'un espace dédié. Par dérogation les opérateurs itinérants identifient des lieux ou moments spécifiques dédiés à l'action de la ludothèque ;

4^o la collection est accessible durant les heures d'ouverture de la bibliothèque ;

5^o au minimum 4h/semaine sont consacrées au service de prêt de jeux ou d'animations spécifiques ;

6^o l'opérateur consacre un budget spécifique à la politique d'acquisition ;

7^o la collection en libre accès est constituée, pour 30% au moins, de jeux de moins de 10 ans ;

8^o le personnel dédié dispose d'un titre de ludothécaire ou suit a minima une formation spécifique tous les deux ans.

§ 4. Les exigences minimales requises pour pouvoir bénéficier d'une subvention complémentaire pour le développement des pratiques de lecture en milieu carcéral sont les suivantes :

1^o l'opérateur propose une activité récurrente, au moins 2h par semaine et 35 semaines par année civile ;

2^o l'opérateur consacre un budget spécifique au déploiement de cette activité ;

3° le personnel dédié suit a minima une formation spécifique tous les deux ans. ».

Art. 37. Dans le même chapitre, il est inséré un article 27/2 rédigé comme suit :

« Art. 27/2. § 1^{er}. Les subventions ponctuelles d'équipement ou d'aménagement prévues à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret sont accordées aux conditions suivantes :

1° l'intervention de la Communauté française est plafonnée à 60% du montant cumulé des dépenses couvertes par la subvention ;

2° un même opérateur ne peut solliciter qu'une seule intervention par année civile ;

3° le montant maximum de la subvention est de 50.000 € ;

4° la demande doit s'articuler de manière indiscutable au plan de développement de l'opérateur.

§ 2. L'opérateur introduit la demande de subvention auprès du Service de la Lecture publique dans les formes et délais qu'il prescrit et publie sur son site Internet.

La demande comporte les éléments suivants :

1° une description du matériel sollicité ;

2° un argumentaire détaillant l'intérêt, pour l'opérateur, de disposer du matériel sollicité ;

3° un budget prévisionnel du matériel sollicité, basé sur trois devis fermes au moins ou sur les conditions de l'adjudicataire désigné en cas de marché public en cours.

Le Service de la Lecture publique analyse les demandes reçues et transmet les demandes recevables à la Commission.

§ 3. La Commission remet un avis sur les demandes recevables et les classe par ordre de priorité.

Lorsque les crédits disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes recevables évaluées positivement, il est fait application des critères de priorité suivants :

1° la priorité est d'abord donnée aux opérateurs n'ayant pas obtenu de subvention d'équipement ou d'aménagement au cours des trois dernières années précédant le dépôt la demande ;

2° au sein d'un même ordre de priorité, les subventions sont accordées en suivant l'ordre de dépôt des demandes.

Sur la base des avis remis, le Service de la Lecture publique transmet une proposition au Ministre. ».

Art. 38. Dans le même chapitre, il est inséré un article 27/3 rédigé comme suit :

« Art. 27/3. - § 1^{er}. Les subventions ponctuelles d'aide à la numérisation prévues à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du décret sont de deux types :

1° équipement informatique ;

2° soutien au développement d'actions visant à renforcer l'inclusion numérique des populations.

§ 2. Les subventions d'équipement informatique sont accordées aux conditions suivantes :

1° l'intervention de la Communauté française est plafonnée à 50% du montant cumulé des dépenses couvertes par la subvention ;

2° un même opérateur ne peut solliciter qu'une seule intervention par année civile ;

3° correspond à une dépense éligible dont la liste est établie par le Ministre et publiée annuellement par le Service de la Lecture publique ;

4° le montant maximum de la subvention est de 50.000 € ;

5° la demande doit s'articuler de manière indiscutable au plan de développement de l'opérateur.

L'opérateur introduit la demande de subvention auprès du Service de la Lecture publique dans les formes et délais qu'il prescrit et publie sur son site Internet.

La demande comporte les éléments suivants :

1° une description du matériel sollicité ;

2° un argumentaire détaillant l'intérêt, pour l'opérateur, de disposer du matériel sollicité ;

3° un budget prévisionnel du matériel sollicité, basé sur trois devis fermes au moins ou sur les conditions de l'adjudicataire désigné en cas de marché public en cours.

Le Service de la Lecture publique analyse les demandes reçues et transmet les demandes recevables à la Commission.

La Commission remet un avis sur les demandes recevables et les classe par ordre de priorité.

Lorsque les crédits disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes recevables évaluées positivement, il est fait application des critères de priorité suivants :

1° la priorité est d'abord donnée aux opérateurs n'ayant pas obtenu de subvention d'équipement informatique au cours des trois dernières années précédant le dépôt la demande ;

2° au sein d'un même ordre de priorité, les subventions sont accordées en suivant l'ordre de dépôt des demandes.

Sur la base des avis remis, le Service de la Lecture publique transmet une proposition au Ministre.

§ 3. Les subventions de soutien au développement d'actions visant à renforcer l'inclusion numérique des populations sont accordées sur la base d'un appel à projet publié une fois par législature sur le site internet du Service de la Lecture publique.

Les conditions de l'appel sont définies par le Ministre, sur proposition du Service de la Lecture publique, et comprennent :

1° les actions éligibles, ciblées en tenant compte des priorités qui ressortent de l'évaluation visée à l'article 27 du décret et des plans quinquennaux de développement des opérateurs du Réseau de la Lecture publique ;

2° les échéances et modalités d'introduction des demandes ;

3° le mode de calcul de la subvention, qui ne peut dépasser 100.000€ par projet ;

4° les conditions d'octroi et éventuels critères de priorités ;

5° les modalités de justification de la subvention.

Le Service de la Lecture publique analyse les demandes reçues et transmet les demandes recevables à la Commission.

La Commission remet un avis sur les demandes recevables et les classe par ordre de priorité.

Sur la base des avis remis, le Service de la Lecture publique transmet une proposition au Ministre. ».

Art. 39. Dans l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'article 18, 4°, » sont remplacés par les mots « de l'article 18, § 4, » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « Réseau public de la lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique » ;

3° dans le même alinéa 2, les mots « le bâtiment existant » sont remplacés par les mots « l'infrastructure existante » ;

4° dans le même alinéa 2, les mots « un autre bâtiment » sont remplacés par les mots « une autre infrastructure » ;

5° dans le même alinéa 2, les mots « le bâtiment à venir » sont remplacés par les mots « l'infrastructure à venir ».

Art. 40. Dans l'article 29, alinéa 2, 1°, du même arrêté, les mots « , d'opérateur itinérant » sont insérés entre les mots « d'opérateur direct » et les mots « ou d'opérateur d'appui ».

CHAPITRE 7. — *Modifications relatives au retrait des subventions et de la reconnaissance*

Art. 41. Dans l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La décision de retrait de reconnaissance est rendue selon les modalités et dans les délais prévus à l'article 22. Elle prend effet le premier jour du mois qui suit sa notification. » ;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En cas de retrait des subventions ou de la reconnaissance, l'opérateur dispose d'un droit de recours à exercer conformément à l'article 18. ».

Art. 42. Dans l'article 31 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chaque année, les opérateurs du Réseau de la Lecture publique et les fédérations professionnelles reconnues transmettent pour le 30 juin au Service de la Lecture publique, une contribution à l'évaluation du Réseau de la lecture publique. ».

CHAPITRE 8. — *Abrogation du chapitre 7 de l'arrêté*

Art. 43. Dans le même arrêté, le chapitre 7 et l'article 32 qu'il contient sont abrogés.

CHAPITRE 9. — *Modifications relatives à l'évaluation du décret*

Art. 44. Dans l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Service général des Lettres et du Livre » sont remplacés par les mots « Service de la Lecture publique » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « du Conseil » sont remplacés par les mots « de la Commission » ;

3° à l'alinéa 3 :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° progression générale des pratiques de lecture grâce à l'action des opérateurs du Réseau de la Lecture publique ; » ;

b) il est inséré, entre le 1° et le 2°, un 1°/1 et un 1°/2 rédigés comme suit :

« 1°/1 impacts constatés sur les populations éloignées des pratiques de lecture et langagières ;

1°/2 diversification de la population touchée par l'action des opérateurs directs et itinérants ; » ;

c) dans le 4°, les mots « Réseau public de la Lecture » sont remplacés par les mots « Réseau de la Lecture publique ».

CHAPITRE 10. — *Modifications relatives aux annexes*

Art. 45. Dans le même arrêté, les annexes 1A, 1B, 2-1°, 2-2°, 2-3°, 2-4°, 2-5° et 3 sont abrogées.

Art. 46. Dans le même arrêté, l'annexe 4A est remplacée par l'annexe 4A du présent arrêté.

Art. 47. Dans le même arrêté, l'annexe 4B est remplacée par l'annexe 4B du présent arrêté.

Art. 48. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 4C conforme à l'annexe 4C du présent arrêté.

CHAPITRE 11. — *Dispositions finales*

Art. 49. L'article 36 entre en vigueur à une date ultérieure à fixer par le Gouvernement.

Art. 50. Le membre du Gouvernement qui a les bibliothèques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Annexe 4A à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique

ANNEXE 4 A - Opérateurs directs				
	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4
1° actions développées pour favoriser				
a) le développement des pratiques de lecture et des capacités langagières :				
	Services individuels de prêt de documents aux usagers	Services individuels de prêt de documents aux usagers	Services individuels de prêt de documents aux usagers	Services individuels de prêt de documents aux usagers
		Activités proposées à des groupes d'usagers	Activités proposées à des groupes d'usagers	Activités proposées à des groupes d'usagers
			Organisation de production avec des groupes d'usagers	Organisation de production avec des groupes d'usagers
				Externalisation du travail produit par les groupes d'usagers
	Développer l'utilisation des supports écrits	Développer l'utilisation des supports écrits	Développer l'utilisation des supports écrits	Développer l'utilisation des supports écrits
		Développer la production d'écrits	Développer la production d'écrits	Développer la production d'écrits
			Développer les pratiques de lecture en utilisant diverses pratiques	

				langagières	langagières
b) l'organisation de la documentation:					
- aménagement des locaux :					
	<u>- nombre et type de locaux :</u>	Adaptés pour que la population visée puisse participer à des actions dans une perspective d'éducation permanente et d'émancipation culturelle et sociale, individuellement et collectivement			
	<u>- aménagement et équipement :</u>	Signalisation extérieure	Signalisation intérieure et extérieure	Signalisation intérieure et extérieure	Signalisation intérieure et extérieure
				Visibilité de la voie publique	Visibilité de la voie publique
	<u>- modernisation des locaux fixes :</u>	Dernière modernisation datant de moins de 10 ans	Dernière modernisation datant de moins de 10 ans	Dernière modernisation des locaux datant de moins de 5 ans	Dernière modernisation des locaux datant de moins de 5 ans
Pour les dossiers de demande de renouvellement de reconnaissance : lister les modifications apportées aux locaux depuis la reconnaissance précédente.					
- présentation et renouvellement :					
	<u>- collections "papier" :</u>	Pour les collections papier, au minimum 1 mètre courant pour 50 ouvrages en libre accès			
		Voir point 2° a) : composition des collections et renouvellement			
	<u>- documentation accessible par Internet :</u>	Accès internet autonome pour le public	Accès internet autonome pour le public	Nombre de postes informatiques et de connexions internet accessibles au public en fonction de l'importance de la population	Nombre de postes informatiques et de connexions internet accessibles au public en fonction de l'importance de la population
				Possibilité de gérer des transactions au	Possibilité de gérer des transactions au

				départ de la bibliothèque pour obtenir des documents	départ de la bibliothèque pour obtenir des documents
			Mode d'évaluation et de gestion a posteriori tous les 3 ans	Méthode d'évaluation et de gestion permanente	Méthode d'évaluation et de gestion permanente
	<u>- méthodes de gestion :</u>				
- intégration dans le Réseau de la Lecture publique :					
		Participation au prêt interbibliothèques	Participation au prêt interbibliothèques	Participation au prêt interbibliothèques	Participation au prêt interbibliothèques
			Participation à un système de gestion commune du prêt inter	Participation à un système de gestion commune du prêt inter	Participation à un système de gestion commune du prêt inter
				Participation à une politique concertée de gestion des collections avec d'autres opérateurs	Participation à une politique concertée de gestion des collections avec d'autres opérateurs
					Participation à la Commission technique d'enrichissement des notices bibliographiques et production, à hauteur de 15 % des acquisitions, d'avis originaux à insérer sur le portail et/ou dans le catalogue de la plateforme de prêt de livres numériques
		Utilisation du	Utilisation du	Utilisation du	Utilisation du

catalogue collectif de l'opérateur d'appui du territoire	catalogue collectif de l'opérateur d'appui du territoire	catalogue collectif de l'opérateur d'appui du territoire	catalogue collectif de l'opérateur d'appui du territoire	catalogue collectif de l'opérateur d'appui du territoire
	Participation à l'alimentation d'un catalogue collectif	Participation à l'alimentation d'un catalogue collectif	Participation à l'alimentation d'un catalogue collectif	Participation à l'alimentation d'un catalogue collectif
	Participation à l'évaluation d'un catalogue collectif et à la mise en œuvre de propositions	Participation à l'évaluation d'un catalogue collectif et à la mise en œuvre de propositions		Participation à l'évaluation d'un catalogue collectif et à la mise en œuvre de propositions
Mise à disposition des usagers d'un service d'information en ligne	Participation à la réalisation de services d'information en ligne pour les usagers	Mise à disposition des usagers d'un service d'information en ligne		Participation à la réalisation et à la gestion de services d'information en ligne pour les usagers
Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui	Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui	Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui		Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui
	Mise en œuvre de programmes d'action partagés avec d'autres opérateurs directs	Mise en œuvre de programmes d'action partagés avec d'autres opérateurs directs		Mise en œuvre de programmes d'action partagés avec d'autres opérateurs directs
	Animation de projets mutualisés avec d'autres opérateurs directs			Animation de projets mutualisés avec d'autres opérateurs directs
				Formalisation de projets et

					proposition à l'ensemble du réseau (produits, méthodologie, ...)
	Par dérogation, les bibliothèques spéciales sont autorisées à utiliser un catalogue spécifique.				
b) l'accès à la recherche documentaire :					
	voir descriptif fourni par l'opérateur				
- modalités physiques d'accès :					
- modalités virtuelles d'accès :					
	<u>- Bibliothèques locales :</u>	Catalogue(s) informatisé(s) pour l'ensemble du réseau avec visibilité via un OPAC de l'ensemble des collections depuis chaque implantation	Catalogue(s) informatisé(s) pour l'ensemble du réseau avec visibilité via un OPAC de l'ensemble des collections depuis chaque implantation	Catalogue(s) informatisé(s) pour l'ensemble du réseau avec visibilité via un OPAC de l'ensemble des collections depuis chaque implantation	Catalogue(s) informatisé(s) pour l'ensemble du réseau avec visibilité via un OPAC de l'ensemble des collections depuis chaque implantation
		Au moins un poste permettant un accès à internet pour le public	Au moins un poste permettant un accès à internet pour le public	Au moins 3 postes permettant un accès à internet pour le public	Au moins 3 postes permettant un accès à internet pour le public
			Catalogue(s) accessible(s) via le site de la bibliothèque	Catalogue(s) accessible(s) via le site de la bibliothèque	Catalogue(s) accessible(s) via le site de la bibliothèque
				Participation à un service de réponses en ligne	Participation à un service de réponses en ligne
					Proposer du prêt de documents numérisés en ligne
					Mettre à disposition du public un espace

						public numérique multipostes
<u>- Bibliothèques spéciales :</u>					Participation à un service de réponses en ligne	Participation à un service de réponses en ligne
					Au moins un poste permettant un accès à internet pour le public	Au moins un poste permettant un accès à internet pour le public
					Proposer du prêt de documents numérisés en ligne	Proposer du prêt de documents numérisés en ligne
<u>- Toutes bibliothèques :</u>					Plusieurs accès OPAC au sein de la bibliothèque	Plusieurs accès OPAC au sein de la bibliothèque
					Accès à un site présentant le catalogue de la bibliothèque	Accès à un site présentant le catalogue de la bibliothèque
					Transactions de réservation opérables à distance	Transactions de réservation, prolongation, de questions réponses opérables à distance
- Horaires :						
<u>- Bibliothèques locales :</u>						
					Au moins 1 implantation du réseau ouvre, en présence d'au moins un membre de l'équipe, 22 h / semaine pour le prêt, dont le mercredi après-midi	Au moins 1 implantation du réseau ouvre, en présence d'au moins un membre de l'équipe, 40 h / semaine pour le prêt, dont le mercredi après-midi,
					Au moins 1 implantation du réseau ouvre, en présence d'au moins un membre de l'équipe, 26 h / semaine pour le prêt, dont le mercredi après-midi	Au moins 1 implantation du réseau ouvre, en présence d'au moins un membre de l'équipe, 32 h / semaine pour le prêt, dont le mercredi après-midi

	et 4 h le week-end et/ou en soirée (à partir de 18h)	et 4 h le week-end et/ou en soirée (à partir de 18h)	et 6 h le week-end et/ou en soirée (à partir de 18h)	l'équivalent d'une journée de travail le week-end et/ou en soirée (à partir de 18h)
	Un quart des heures d'ouverture exigées peut être valorisé par des heures d'animations réalisées dans ou hors de la bibliothèque en lien avec le plan quinquennal de développement. Ces heures d'animations doivent être hebdomadaires pendant l'année académique et ne peuvent chevaucher les heures d'ouverture au public.			
	<i>*Les opérateurs couvrant un territoire de compétence de moins de 25.000 habitants, le nombre minimal d'heures d'ouverture pour une implantation peut être divisé par deux, à la condition que l'addition des heures d'ouverture de l'ensemble des implantations soit équivalent au nombre minimal prévu. Dans ce cas, ils ne peuvent pas valoriser les heures d'animation.</i>			
	Durée hebdomadaire minimum d'accès direct aux usagers par semaine en ce compris les heures d'accès en ligne			
	25 h/semaine	30 heures	35 heures	40 heures
- Information et conseil :				
	Aide individuelle	Aide individuelle	Aide individuelle	Aide individuelle
		Aide ponctuelle à des groupes	Aide ponctuelle à des groupes	Aide ponctuelle à des groupes
			Initiations collectives programmées	Initiations collectives programmées
			Au moins un poste de médiateur dans le personnel, dédié à l'aide aux usagers	Exclusivement destiné aux tâches de médiation
- Outils de recherche individuels et collectifs :				
	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire

		Formations collectives à la carte	Intégration dans le plan quinquennal de formations collectives adaptées à des groupes d'usagers, de non-usagers ou à des thématiques	Intégration dans le plan quinquennal de formations collectives adaptées à des groupes d'usagers, de non-usagers ou à des thématiques
- Intégration dans le Réseau de la Lecture publique :				
	Utilisation des outils construits par les opérateurs du Réseau de la Lecture publique	Utilisation des outils construits par les opérateurs du Réseau de la Lecture publique	Utilisation des outils construits par les opérateurs du Réseau de la Lecture publique	Utilisation des outils construits par les opérateurs du Réseau de la Lecture publique
	Catalogue unique informatisé pour toutes les entités de l'opérateur	Participation au catalogue collectif de l'opérateur d'appui ou à un catalogue collectif parrainé par l'opérateur d'appui	Collections (avec localisation et disponibilité des documents) de toutes les entités de l'opérateur ou des opérateurs liés par un seul plan de développement, via une interrogation unique	Collections (avec localisation et disponibilité des documents) de toutes les entités de l'opérateur ou des opérateurs liés par un seul plan de développement, via une interrogation unique
				Documents et cartes d'usagers entièrement équipés de puces RFID + pour les bibliothèques locales et spéciales : bornes de prêt (et de retour) automatisées

2° Offres de ressources documentaires et culturelles			
a) Collections			
- Qualité :	Les ressources sont adaptées aux objectifs d'éducation permanente et d'émancipation culturelle et sociale de l'ensemble de la population et sont constituées en relation avec les objectifs du plan quinquennal de développement		
- Variété :	La proportion entre documentaires et fictions est établie de manière cohérente avec le plan de développement de la lecture établi par l'opérateur.		
	- <u>Bibliothèque locale :</u>	Au moins 50 % de documents audio	Au moins 60 % de documents audio sur tous supports Daisy ou numériques
	- <u>Bibliothèque spéciale pour personnes malvoyantes</u>	Au moins 65 % des documents audio sur tous supports Daisy ou numériques	Au moins 70 % des documents audio sur tous supports Daisy ou numériques
	- <u>Autre bibliothèques spéciales</u>	Les ressources sont adaptées aux besoins d'éducation permanente de l'ensemble de la population visée et constituées en relation avec les objectifs du plan quinquennal de développement	
- Quantité :			
	- <u>Bibliothèque locale avec collection encyclopédique</u>	1 livre, titre de périodiques ou document par habitant de la commune d'implantation de la bibliothèque qui conserve la collection encyclopédique.	
	- <u>Bibliothèque locale couvrant un territoire de 50.000 habitants et plus</u>	0,65 livres, titres de périodiques ou documents par habitant	
	- <u>Autre bibliothèque locale</u>	0,5 livre, titre de périodiques ou document par habitant, avec un minimum de 3.250 documents	
	<u>Bibliothèque spéciale</u>	9.000 livres, titres de périodiques ou documents adaptés au handicap visé par l'opérateur	
- Renouvellement :			
	- <u>Bibliothèque locale</u>	45 % de la	50 % de la
			60 % de la

	<u>avec collection encyclopédique</u>	collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans
	<u>- Bibliothèque locale couvrant un territoire de 50.000 habitants et plus</u>	45 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	50 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	55 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	60 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans
	<u>- Autre bibliothèque locale</u>	45 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	50 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	55 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	60 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis moins de 10 ans
	<u>- Bibliothèque spéciale</u>	45% de la collection enregistrée disponible constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	50% de la collection enregistrée disponible constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	55% de la collection enregistrée disponible constituée de documents édités depuis moins de 10 ans	60% de la collection enregistrée disponible constituée de documents édités depuis moins de 10 ans

3° intégration du plan quinquennal de développement dans les politiques culturelles locales

a) de l'accueil à la cogestion de projet :

Accueil de partenaires extérieurs	Accueil de partenaires extérieurs dans le champ culturel et le champ de l'insertion sociale	Accueil de partenaires extérieurs dans le champ culturel et le champ de l'insertion sociale	Accueil de partenaires extérieurs dans le champ culturel et le champ de l'insertion sociale
-----------------------------------	---	---	---

		L'opérateur propose des interventions basées sur son expérience - métier	L'opérateur propose des interventions basées sur son expérience - métier	L'opérateur propose des interventions basées sur son expérience - métier
			L'opérateur initie lui-même des actions	L'opérateur initie lui-même des actions
				Cogestion de projets coordonnés par l'opérateur et les partenaires
Accueil de groupes scolaires	Gestion de projets culturels de développement de la lecture avec des groupes scolaires	Conception de projets culturels de développement de la lecture	Développement d'une politique sur 5 ans de développement de la lecture pour les jeunes en âge scolaire	
b) de la production propre à la production en partenariat :				
	Production d'activités propres	Production d'activités propres	Production d'activités propres	Production d'activités propres
			Production d'activités en partenariat	Production d'activités en partenariat

4° modalités d'auto-évaluation**a) type d'évaluation et qualité des outils construits :**

Mise en place d'un dispositif d'évaluation pertinent, permettant d'évaluer l'adéquation entre les actions menées, les objectifs poursuivis et les résultats atteints		Communication publique de l'évaluation
b) acteurs de l'évaluation :		
Personnel de la	Personnel de la	Personnel de la

bibliothèque	bibliothèque	bibliothèque	bibliothèque	bibliothèque
Conseil de développement de la Lecture	Conseil de développement de la Lecture	Conseil de développement de la Lecture	Conseil de développement de la Lecture	Conseil de développement de la Lecture
			Partenaires de l'action	Partenaires de l'action
				Usagers

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Bénédicte LINARD

Annexe 4B à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique

ANNEXE 4 B - Opérateurs d'appui				
	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4
1° actions développées pour organiser la coopération entre opérateurs directs :				
a) effets escomptés de la mise en réseau				
	Organiser des synergies entre les opérateurs directs	Organiser des synergies entre les opérateurs directs	Organiser des synergies entre les opérateurs directs	Organiser des synergies entre les opérateurs directs
	Organisation de politiques communes d'animation et de la mutualisation des expériences en termes de développement de la Lecture	Organisation de politiques communes d'animation et de la mutualisation des expériences en termes de développement de la Lecture	Organisation de politiques communes d'animation et de la mutualisation des expériences en termes de développement de la Lecture	Organisation de politiques communes d'animation et de la mutualisation des expériences en termes de développement de la Lecture
				Accompagnement individualisé ou collectif des plans quinquennaux de développement de tous les opérateurs directs du territoire
	Conseiller et accompagner les opérateurs en émergence	Conseiller et accompagner les opérateurs en émergence	Conseiller et accompagner les opérateurs en émergence	Conseiller et accompagner les opérateurs en émergence

				Proposer une formation spécifique d'accompagnement au plan de développement de la lecture	Proposer une formation spécifique d'accompagnement au plan de développement de la lecture
				Aider à la mise en place d'une méthodologie d'autoévaluation	Aider à la mise en place d'une méthodologie d'autoévaluation
	Susciter et mettre en œuvre des partenariats entre opérateurs et partenaires visés à l'article 11 § 1er 3° du décret (au moins 3 programmes par an)	Susciter et mettre en œuvre des partenariats entre opérateurs et partenaires décrits dans le décret (au moins 3 programmes par an)	Organiser des programmes d'action rassemblant des opérateurs du Réseau public de la Lecture et des partenaires (au moins 5 programmes par an)	Organiser des programmes d'action rassemblant des opérateurs du Réseau public de la Lecture et des partenaires (au moins 10 programmes par an)	Organiser des programmes d'action rassemblant des opérateurs du Réseau public de la Lecture et des partenaires (au moins 10 programmes par an)
	Mettre en place et gérer un système de carte unique des usagers, reconnu par les différents systèmes intégrés de gestion de bibliothèque des opérateurs directs concernés.	1/3 des opérateurs directs participent au système de carte unique mis en place	2/3 des opérateurs directs participent au système de carte unique mis en place	Tous les opérateurs directs participent au système de carte unique mis en place	Tous les opérateurs directs participent au système de carte unique mis en place
b) Nombre d'activités :					

	Organiser au moins 4 rencontres de travail/an des opérateurs directs du territoire			
c) Production commune :				
	- d'outils de gestion bibliothéconomique			
	- d'outils d'animation à destination de la population			
d) Modalités d'auto-évaluation des actions menées en commun :				
	Auto-évaluation collective d'au moins un projet commun par an	Auto-évaluation collective d'au moins un projet commun par an	Auto-évaluation collective d'au moins un projet commun par an	Auto-évaluation collective d'au moins un projet commun par an
	Participation à l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique	Participation à l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique	Participation à l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique	Participation à l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique
			Proposition d'actions aux opérateurs directs sur base de l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique du territoire	Proposition d'actions aux opérateurs directs sur base de l'auto-évaluation globale du Réseau de la Lecture publique du territoire
				Production avec les opérateurs directs d'une auto-évaluation des résultats du Réseau de la Lecture publique sur le territoire concerné

2° degré de mutualisation des services

a) nombre et qualité des services mis en œuvre

	- <u>Gestion des collections</u>				Mettre en place un système de gestion des collections intégrant acquisitions, prêt interbibliothèques et tout autre moyen	Mettre en place un système de gestion des collections intégrant acquisitions, prêt interbibliothèques et tout autre moyen	Mettre en place un système de gestion des collections intégrant acquisitions, prêt interbibliothèques et tout autre moyen
					Gérer le système avec les opérateurs	Gérer le système avec les opérateurs	Gérer le système avec les opérateurs
	- <u>Services numériques</u>				Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné	Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné	Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné
					Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné	Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné	Participation au budget d'acquisition de documents numériques au prorata du nombre d'habitants du territoire concerné

<p><u>- Gestion de la conservation et dépouillement des périodiques</u></p>	Établir un plan partagé de conservation et dépouillement	Assurer la mise en œuvre évolutive de ce plan de conservation et dépouillement avec les opérateurs directs du territoire concerné	Assurer la mise en œuvre évolutive de ce plan de conservation et de dépouillement avec les opérateurs directs du territoire concerné	Assurer la mise en œuvre évolutive de ce plan de conservation et dépouillement avec les opérateurs directs du territoire concerné
			Participer à l'élaboration d'une stratégie collective d'usage des outils de gestion des périodiques	Participer à l'élaboration d'une stratégie collective d'usage des outils de gestion des périodiques
<p><u>- Procédures partagées de traitement des ressources documentaires</u></p>	Organiser l'échange de recherches bibliographiques et documentaires	Organiser l'échange de recherches bibliographiques et documentaires	Organiser l'échange de recherches bibliographiques et documentaires	Organiser l'échange de recherches bibliographiques et documentaires
			Mise en œuvre d'un système d'échanges de recherches thématiques	Mise en œuvre d'un système d'échanges de recherches thématiques
				Mise en œuvre d'un système de valorisation des productions des opérateurs et des usagers
	Mise à disposition gratuite pour tous	Mise à disposition gratuite pour tous	Mise à disposition gratuite pour tous	Mise à disposition gratuite pour tous

				les opérateurs directs d'une base de données commerciale bibliographique permettant les commandes	les opérateurs directs d'une base de données commerciale bibliographique permettant les commandes	les opérateurs directs d'une base de données commerciale bibliographique permettant les commandes	les opérateurs directs d'une base de données commerciale bibliographique permettant les commandes
				Mise à disposition gratuite de l'ensemble des notices bibliographiques sous format électronique directement utilisable par les opérateurs directs	Mise à disposition gratuite de l'ensemble des notices bibliographiques sous format électronique directement utilisable par les opérateurs directs	Mise à disposition gratuite de l'ensemble des notices bibliographiques sous format électronique directement utilisable par les opérateurs directs	Mise à disposition gratuite de l'ensemble des notices bibliographiques sous format électronique directement utilisable par les opérateurs directs
				Article 4 de l'arrêté	Article 4 de l'arrêté	Article 4 de l'arrêté	Article 4 de l'arrêté
							Mise en relation du catalogue avec des catalogues d'autres institutions en dehors du Réseau de la Lecture publique en concertation avec le Service de la Lecture publique et les autres opérateurs d'appui
							Soutien éventuel au Service de la lecture publique
<u>- Catalogue collectif</u>							

							dans la mise en relation avec des catalogues nationaux ou internationaux
b) résultats visés en termes de							
	Adéquation de l'action des opérateurs d'appui par rapport aux besoins exprimés par les opérateurs directs						
- Services informatiques	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire	Catalogue collectif pour son territoire
	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif	Tous les opérateurs du territoire qui en font la demande doivent être affiliés au catalogue collectif
							Mise en place (d'une équipe) de technicien(s) destinée à aider, à prix coutant tel que défini à l'article 4 de l'arrêté,-les opérateurs directs à leur demande
							Mise en place (d'une équipe) de technicien(s) destinée à aider, à prix coutant tel que défini à l'article 4 de l'arrêté,-les opérateurs directs à leur demande
							Catalogue collectif donnant accès à la disponibilité de chaque exemplaire visible sur l'OPAC Web de la bibliothèque le
							Catalogue collectif donnant accès à la disponibilité de chaque exemplaire visible sur l'OPAC Web de la bibliothèque le

				possédant	possédant
				Gratuité de la majorité des services	
<u>- Stratégie numérique</u>	Accompagner et informer les opérateurs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action	Accompagner, informer et former les opérateurs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action	Accompagner, informer et former les opérateurs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action	Accompagner, informer et former les opérateurs directs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action	Accompagner, informer et former les opérateurs dans l'appréhension de la dimension numérique de leur action
				Co-construire une action spécifique avec les opérateurs directs du territoire	Co-construire une action spécifique avec les opérateurs directs du territoire
<u>- Services d'animation</u>	Mise à disposition à prix coutant, subsides déduits, d'animations "clé sur porte"	Mise à disposition à prix coutant, subsides déduits, d'animations "clé sur porte"	Mise à disposition à prix coutant, subsides déduits, d'animations "clé sur porte"	Mise à disposition gratuite d'animations "clé sur porte"	Mise à disposition gratuite d'animations "clé sur porte"
				Mise à disposition à prix coutant, subsides déduits, d'animateurs	Mise à disposition à prix coutant, subsides déduits, d'animateurs
				Conception d'un programme d'animations concerté avec les opérateurs directs et répondant à	Conception d'un programme d'animations gratuites concerté avec les opérateurs directs et répondant

				leurs attentes	à leurs attentes
	Organiser des échanges de savoirs faire entre opérateurs	Mettre en œuvre des synergies entre opérateurs sur base de leurs savoirs faire	Organiser des actions communes à plusieurs opérateurs, sur base de leurs plans quinquennaux de développement	Organiser des actions communes à plus de 50% des opérateurs du territoire sur base de leurs plans quinquennaux de développement	Organiser des actions communes à plus de 50% des opérateurs du territoire sur base de leurs plans quinquennaux de développement
<u>- Services pédagogiques</u>	Évaluation concertée avec les opérateurs des nécessités en formation continuée du personnel et recherche des formations adéquates	Évaluation concertée avec les opérateurs des nécessités en formation continuée du personnel et recherche des formations adéquates	Évaluation concertée avec les opérateurs des nécessités en formation continuée du personnel et recherche des formations adéquates	Évaluation concertée avec les opérateurs des nécessités en formation continuée du personnel et recherche des formations adéquates	Évaluation concertée avec les opérateurs des nécessités en formation continuée du personnel et recherche des formations adéquates
	Accueil et organisation de formations en concertation avec les Services du Gouvernement	Accueil et organisation de formations en concertation avec les Services du Gouvernement	Accueil et organisation de formations en concertation avec les Services du Gouvernement	Accueil et organisation de formations en concertation avec les Services du Gouvernement	Accueil et organisation de formations en concertation avec les Services du Gouvernement
			Organisation de formations relatives à des nécessités spécifiques au territoire	Organisation de formations relatives à des nécessités spécifiques au territoire	Organisation de formations relatives à des nécessités spécifiques au territoire
					Organisation d'un programme de formations basé sur

					les apports des opérateurs directs et de leurs savoirs et savoir-faire acquis
				Publication papier ou électronique assurant le lien entre les différents opérateurs directs et permettant le débat	Publication papier ou électronique assurant le lien entre les différents opérateurs directs et permettant le débat
				Publication papier ou électronique assurant le lien entre les différents opérateurs directs et permettant le débat	Promotion sur son territoire des activités organisées par les opérateurs directs
					Mise à disposition et financement de matériel promotionnel pour les opérateurs directs
					Organisation de campagnes annuelles de promotion de la Lecture et des bibliothèques sur son territoire
c) nombre de participants					
				Tous les opérateurs directs du territoire,	Les services rendus touchent 100% des opérateurs directs
				Les services rendus touchent au moins 50% des	Les services rendus touchent au moins 75% des

	reconnus ou en demande de reconnaissance, doivent être touchés par au moins 1 des services rendus en plus du catalogue collectif	opérateurs directs du territoire	opérateurs directs du territoire
--	--	----------------------------------	----------------------------------

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Bénédicte LINARD

Annexe 4C à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique

ANNEXE 4 C - Opérateurs itinérants

	Catégorie 1	Catégorie 2
1° actions développées pour favoriser		
a) le développement des pratiques de lecture et des capacités langagières :		
	Services individuels de prêt de documents aux usagers	Services individuels de prêt de documents aux usagers
		Activités proposées à des groupes d'usagers
	Développer l'utilisation des supports écrits	Développer l'utilisation des supports écrits
		Développer la production d'écrits
b) l'organisation de la documentation :		
- aménagement des infrastructures :		
	<u>- nombre et type d'infrastructures (circulantes et fixes)</u>	Adaptées pour que la population visée puisse avoir accès aux collections dans une perspective d'éducation permanente et d'émancipation culturelle et sociale, individuellement et/ ou collectivement (voir fonctions et organigramme)
	<u>- aménagement et équipement des infrastructures circulantes</u>	Signalisation extérieure
	<u>- modernisation des infrastructures circulantes :</u>	Dernière modernisation datant de moins de 10 ans
- présentation et renouvellement :		
	<u>- accès internet :</u>	Accès internet autonome pour le public

	- méthodes de gestion :	Mode d'évaluation et de gestion a posteriori tous les ans
- intégration dans le Réseau de la Lecture publique :		
	Participation au prêt interbibliothèques	Participation au prêt interbibliothèques
	Participation à un système de gestion commune du prêt inter	Participation à un système de gestion commune du prêt inter
		Participation à une politique concertée de gestion des collections avec d'autres opérateurs
	Participation et alimentation du catalogue collectif de l'opérateur d'appui	Participation et alimentation du catalogue collectif de l'opérateur d'appui
	Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui	Participation active aux actions élaborées en synergies avec l'opérateur d'appui
		Mise en œuvre de programmes d'actions partagés/co-construits avec d'autres opérateurs directs
c) l'accès à la recherche documentaire :		
	- modalités physiques d'accès :	Voir descriptif fourni par l'opérateur.
	- modalités virtuelles d'accès :	
		Un accès OPAC au sein de l'infrastructure circulante
		Accès à un site présentant les services et informations de l'itinérante
	- horaires :	

	Durée hebdomadaire minimum d'accès direct aux usagers par semaine, comptabilisée à partir du début du 1er arrêt de la journée jusqu'à la fin du dernier arrêt de la journée (les trajets entre les arrêts de la journée sont compris dans le temps pris en compte) :	
	35h	45h
	Un quart des heures d'ouverture exigées peut être valorisé par des heures d'animations réalisées dans ou hors de l'itinéraire en lien avec le plan quinquennal de développement. Ces heures d'animations doivent être hebdomadaires pendant l'année académique et ne peuvent chevaucher les heures d'ouverture au public.	
- information et conseil :		
	Aide individuelle	Aide individuelle
		Aide ponctuelle à des groupes
- outils de recherche :		
	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire	Information individuelle sur les outils de recherche documentaire
		Formations collectives à la carte
- intégration dans le Réseau de la Lecture publique :		
		Utilisation des outils construits par le Réseau de la Lecture publique
	Catégorie 1	Catégorie 2
2° offres de ressources documentaires et culturelles		
a) Collections		

	- qualité	Preciser comment les ressources dont disposera l'opérateur sont adaptées aux objectifs d'éducation permanente et d'émancipation culturelle et sociale de l'ensemble de la population et comment elles sont constituées en relation avec les objectifs du plan quinquennal de développement
	- variété	La proportion entre documentaires et fictions est établie de manière cohérente avec le plan de développement de la lecture établi par l'opérateur
	- quantité	0,1 livre, titre de périodiques ou document par habitant du territoire couvert, tel que fixé dans le plan quinquennal de développement
	- renouvellement	50 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis - de 10 ans 60 % de la collection en libre accès constituée de documents édités depuis - de 10 ans

3° Intégration du plan quinquennal de développement dans les politiques culturelles locales

a) de l'accueil à la gestion de projet

	Accueil de partenaires extérieurs	Accueil de partenaires extérieurs, notamment dans le champ culturel et le champ de l'insertion sociale
	Accueil de groupes scolaires	L'opérateur organise en co-gestion des projets culturels de développement de la lecture, notamment à destination de groupes scolaires

b) de la production propre à la production en partenariat

	Production d'activités propres et en partenariat	
	Catégorie 1	Catégorie 2

4° modalités d'auto-évaluation**a) type d'évaluation et qualité des outils construits :**

Mise en place d'un dispositif d'évaluation pertinent, permettant d'évaluer l'adéquation entre les actions menées, les objectifs poursuivis et les résultats atteints

b) acteurs de l'évaluation :

Personnel de la bibliothèque
 + Conseil de développement de la Lecture
 + Concertation de l'ensemble des opérateurs directs desservis

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du Réseau de la Lecture publique.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Bénédicte LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003135]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 oktober 2023;

Gezien het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

Gelet op de « gendertest » van 7 november 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 november 2023;

Gelet op het advies van de Overlegkamer voor culturele en territoriale actie, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 14 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.648/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 15 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen in het opschrift

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "ingericht door het Openbaar netwerk voor lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken" vervangen door de woorden "en de organisatie van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen aangebracht aan de definities

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. - In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "het decreet": het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken en de organisatie van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening;

2° "de Minister": de minister bevoegd voor de bibliotheken;

3° de Inspectie : de Algemene Inspectiedienst van Cultuur van de Algemene Administratie Cultuur;

4° "de Commissie" : de Commissie voor Culturele en Territoriale Actie;

5° "Gebruiker": de individuele of collectieve gebruiker van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening.

6° "de Dienst voor openbare lectuurvoorziening": de Dienst voor openbare lectuurvoorziening van de Algemene Dienst voor Culturele en Territoriale Actie van de Algemene Administratie Cultuur;

7° "Gesponsorde collectieve catalogus": collectieve catalogus verschillend van die van de steunoperator, ontwikkeld door rechtstreekse of reizende operatoren vóór 1 januari 2024. »

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen betreffende het netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

Art. 3. In het opschrift van hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit worden de woorden " Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

Art. 4. In het opschrift van de afdeling 1 van hetzelfde hoofdstuk worden de woorden "Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "Netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit, in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin :

a) worden de woorden "de artikelen 6 en 8, § 2" vervangen door de woorden "de artikelen 5, § 1, 1°, en 8, § 2";

b) worden de woorden "Algemene Dienst Letteren en Boekwezen die als steunoperator werkt " vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening" ;

2° in 1°, a) :

a) worden de woorden "openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening";

b) worden de woorden « van de Raad » vervangen door de woord « van de Commissie ».

c) worden de woorden "Algemene Dienst Letteren en Boekwezen" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening";

3° in 2° worden de woorden "Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening";

4° in 3° worden de woorden « , reizende » ingevoegd tussen het woord « rechtstreekse » en het woord « operatoren » ;

5° in 4° :

a) worden de woorden "Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening" telkens vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening";

b) c) wordt aangevuld met de woorden « of reizende » ;

6° in 5° :

a) worden de woorden "Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening" telkens vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening";

b) in c) worden de woorden "en/of reizende" ingevoegd tussen de woorden "rechtstreekse operatoren" en de woorden "met het oog op".

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin :

a) worden de woorden "artikelen 6 en artikel 8, § 1, 3° en § 2" vervangen door de woorden "artikelen 5, § 1, 1°, en 8, §§ 1, 3°, en 2, » ;

b) worden de woorden "Algemene Dienst Letteren en Boekwezen die als steunoperator werkt" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening" ;

2° in 1° worden de woorden " , de reizende operatoren" ingevoegd tussen de woorden "rechtstreekse operatoren" en de woorden "en steunoperatoren" ;

3° in 2° :

a) worden de woorden "en de samenhang van de catalogiserings- en bibliografische normen in de gehele Franse Gemeenschap" ingevoegd tussen de woorden "naar de collectieve catalogussen" en de woorden " ; dit comité" ;

b) worden de woorden "of van een gemeenschap van geconventioneerde bibliotheken voor de organisatie van een collectieve catalogus" geschrapt;

4° er wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

"4° de coördinatie van een consortium van digitale aankoop, dat alle steunoperatoren en PointCulture samenbrengt, dat een aankoopbeleid voor digitale boeken ontwikkelt en implementeert voor het digitale uitleenplatform van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening". ».

In het derde lid van hetzelfde artikel, in de inleidende zin, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "artikelen 6 en 8, § 1, 4°, en § 2," worden vervangen door de woorden "artikelen 5, § 1, 1°, en 8, §§ 1, 4° en 2";

2° de woorden "Algemene Dienst Letteren en Boekwezen die als steunoperator werkt" worden vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening";

3° de woorden "Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening" worden vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin :

a) worden de woorden "artikelen 6 en artikel 8, § 1, 5° en § 2" vervangen door de woorden "artikelen 5, § 1, 1°, en 8, §§ 1, 5°, en 2, » ;

b) worden de woorden "Algemene Dienst Letteren en Boekwezen die als steunoperator werkt" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening is belast";

2° in 1° wordt het woord "werkelijke" geschrapt;

3° 2° wordt vervangen als volgt :

"2° ervoor zorgen dat de reizende operatoren de methodologie bespreken die gebruikt wordt om de activiteit uit te voeren, in het bijzonder in een gebied dat gedeeld wordt met een andere rechtstreekse operator," ;

4° er wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt :

"5° een bespreking aan te moedigen over het gebruik van gemeenschappelijke middelen door rechtstreekse operatoren, reizende operatoren, steunoperatoren en PointCulture, om de geïntegreerde netwerkdynamiek te versterken,".

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit, in § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin :

a) worden de woorden "de artikelen 5, § 3, 6, 8, § 1, 3°, 5°, en 11, 2°," vervangen door de woorden "de artikelen 5, § 3, 8, § 1, 3° tot en met 5°, en 11, 2°,";

b) worden de woorden "die de rechtstreekse operatoren bedienen voor een provincie of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" geschrapt;

2° in 1° :

a) worden de woorden " , in real time bijgewerkt," ingevoegd tussen de woorden "collectieve catalogus" en de woorden "de collecties" ;

b) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

3° 2° wordt opgeheven;

4° in 3° :

a) in a) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren" ;

b) in c) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

c) in e) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden "en reizende operatoren in hun bevoegdheidsgebied" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en de woorden ". Ze zullen " ;

b) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

2° in het tweede lid :

a) de inleidende zin wordt vervangen als volgt :

"Alleen de volgende kosten mogen door de rechtstreekse of reizende operator worden terugbetaald : » ;

b) in a) worden de woorden in de Franse tekst "du coût" vervangen door de woorden "le coût" ;

c) in b) worden de woorden in de Franse tekst "du coût" vervangen door de woorden "le coût" ;

d) in c) worden de woorden in de Franse tekst "du coût" vervangen door de woorden "le coût" ;

e) in d) worden de woorden in de Franse tekst "des coût" vervangen door de woorden "les coûts" ;

f) in e) worden de woorden in de Franse tekst "des coût" vervangen door de woorden "les coûts" .

In hetzelfde artikel wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Overeenkomstig de artikelen 5, § 1, 2°, 5 § 3, 8, § 1, 3° tot 5°, 11, 2°, en 18/1, tweede lid, 2°, :

1° creëert en beheert PointCulture een in real time bijgewerkte catalogus van audiovisuele collecties die beschikbaar zijn voor uitlening in het netwerk voor openbare leetuurvoorziening";

2° zorgt PointCulture voor regelmatig contact tussen steunoperatoren, rechtstreekse operatoren en reizende operatoren die in zijn bevoegdheidsgebied gevestigd zijn, en van hun acties en resultaten op het vlak van audiovisuele middelen;

3° coördineert PointCulture het beheer van de audiovisuele collecties van de rechtstreekse en reizende operatoren, met name op basis van een analyse van de staat van de collecties op basis van hun collectieve catalogus(sen) en het portaal van de collectieve catalogussen van de Franse Gemeenschap, en van het werkelijke of nog te creëren gebruik van de collecties door de gebruikers;

4° beantwoordt PointCultureaan verzoeken van rechtstreekse en reizende operatoren die audiovisuele collecties beheren om de behoefte vast te stellen om deze collecties te ontwikkelen en hun beheerbeleid te coördineren, met inbegrip van aankopen en snoeien;

5° verleent PointCulture bijstand bij culturele bemiddeling aan rechtstreekse en reizende operatoren die dat wensen, met het oog op het ontwerpen en beheren van hun vijfjarige ontwikkelingsplannen voor audiovisuele middelen;

6° biedt PointCulture voorgezette opleidingsprogramma's in audiovisuele middelen aan operatoren in zijn bevoegdheidsgebied;

7° is PointCulture , met de steun van de steunoperatoren, belast met de routing van middelen voor het leengebruik tussen bibliotheken zijn aangevraagd, volgens de nadere regels bepaald door de Dienst voor openbare leetuurvoorziening. ».

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het bestaande lid wordt § 1;

2° in de inleidende zin :

a) worden de woorden "artikelen 5, § 3, 6 en 8, § 1" vervangen door de woorden "artikelen 5, § 3, en 8,, § 1";

b) worden de woorden "die rechtstreeks operatoren uit een provincie of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bedienen" geschrapt;

3° in 1° :

a) wordt a) opgeheven ;

b) worden in b) de woorden "volgens het OAI-PMH protocol verrijkt met gegevens van exemplaren voorzien in het MarcXchange-formaat en volgens de aanbevelingen voor de uitwisseling van gegevens van exemplaren in het UNIMARC-formaat" geschrapt en worden de woorden "vanuit het portaal volgens de Open URL-norm (ANSI/NISO Z39.88-2004);" vervangen door de woorden "via het gebruik van URL permalinks";

3° 2° wordt aangevuld als volgt : ", en zorgen voor de gemeenschappelijke bewaring van tijdschriften en de levering ervan aan de gebruikers";

4° in hetzelfde lid wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

"4° staan de steunoperatoren in voor de levering van documenten aangevraagd voor leengebruik tussen bibliotheken binnen hun grondgebied en voor de uitwisseling van documenten aangevraagd bij of door steunoperatoren buiten hun grondgebied, volgens de procedures bepaald met de Dienst voor openbare leetuurvoorziening. » ;

5° In dezelfde paragraaf wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Na ontvangst van het advies van het comité voor de convergentie van de catalogiseringspraktijken bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, bepaalt de minister :

1° normen en standaarden met betrekking tot collectieve catalogussen, de uitwisseling van bibliografische gegevens van of naar deze en de banden tussen titelbeschrijvingen en tussen opvragen van catalogussen naar of vanuit een collectief instrument van de Dienst voor Openbare Leetuurvoorziening;

2° de voorwaarden waaronder rechtstreekse of reizende operatoren tijdelijk en bij wijze van overgangsmaatregel gebruik mogen blijven maken van een gesponsorde collectieve catalogus. » ;

6° In hetzelfde artikel wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Met toepassing van artikel 5 § 3 van het decreet hebben de Dienst voor openbare lectuurvoorziening, de steunoperatoren en PointCulture, om de interoperabiliteit tussen de netwerkoperatoren te garanderen, een overeenkomst gesloten om een kader op te zetten dat hen in staat zal stellen om een identiek middel voor catalogusbeheer te gebruiken zodra de huidige contracten ten einde lopen. ».

Art. 8. In de afdeling 1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/1. Met toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet nemen de Dienst voor Openbare lectuurvoorziening, de steunoperatoren en PointCulture, naar rato van de bevolking van hun grondgebied, financieel deel aan een gezamenlijk budget voor de aankoop van digitale titels bestemd voor de uitbouw van de catalogus van het digitale uitleenplatform van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening ».

Dit budget wordt vastgesteld en beheerd door het consortium voor digitale aankopen bedoeld in artikel 3, tweede lid, 4°, onder coördinatie van de Dienst voor Openbare lectuurvoorziening. ».

Art. 9. In de afdeling 1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 5/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/2. De overeenkomst waarin artikel 6 van het decreet voorziet, specificceert :

1° het gebied waarop de actie van de reizende operator is gericht ;

2° de gebruikers waarop de actie van de reizende operator gericht is;

3° de diensten aangeboden aan gebruikers ;

4° de respectieve opdrachten uitgevoerd door de reizende operator, de steunoperator en de rechtstreekse partneroperatoren;

5° eventuele financiële bijdrage van de partner inrichtende machten.

Wanneer de steunoperator en de reizende operator uit hetzelfde gebied door dezelfde inrichtende macht worden georganiseerd, geldt het vijfjarenplan als een overeenkomst tussen hen en omvat het de elementen bedoeld in het eerste lid. ».

Art. 10. In het opschrift van afdeling 2 van hetzelfde hoofdstuk worden de woorden "Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "Netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

Art. 11. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, 2°, van het decreet legt de minister de bibliotheek- en gegevensuitwisselingsstandaarden vast waaraan de operatoren van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening moeten voldoen, rekening houdend met de ontwikkeling van de technologieën en de standaarden in het vakgebied. ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen met betrekking tot de erkenning van operatoren*

Art. 12. In het opschrift van hoofdstuk 3 van dezelfde besluit worden de woorden "Openbare Dienst voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "Netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk wordt artikel 8 vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Om te voldoen aan de voorwaarde van artikel 12, tweede lid, 3°, van het decreet, moet een operator te allen tijde over een gekwalificeerd personeel beschikken, bestaande uit :

1° één of meer voltijdse equivalenten die specifiek verbonden zijn aan de operator en die verantwoordelijk zijn voor het opstellen en uitvoeren van het vijfjarig ontwikkelingsplan ;

2° een bibliothecaris-verantwoordelijke die specifiek verbonden is aan de operator die verantwoordelijk is voor de coördinatie van het ontwerp en de uitvoering van het vijfjarig ontwikkelingsplan.

§ 2. Om te worden beschouwd als gekwalificeerd personeel en te genieten van de subsidie voorzien in artikel 18, § 1, 1°, van het decreet, moet de betrokken persoon :

1° ofwel houder zijn van één van de volgende diploma's:

a) Master of licentiaat in informatie- en communicatiewetenschappen en -technologieën ;

b) Master of licentiaat in de Franse en Romaanse taal- en letterkunde, algemene richting, met een finaliteit op boeken;

c) Bachelor of gegradueerde bibliothecaris-documentalist ;

d) Bibliothecaris houder van een getuigschrift, specifiek voor hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type ;

e) Buitenlandse kwalificatiegetuigschrift dat door de regering wordt erkend als gelijkwaardig aan de diploma's waarnaar onder a) tot d) wordt verwezen;

2° ofwel houder zijn van één van de volgende diploma's:

a) Master of licentiaat in informatica;

b) Bachelor of gegradueerde in informatica;

c) Een buitenlandse kwalificatiegetuigschrift dat door de regering wordt erkend als gelijkwaardig aan de diploma's waarnaar onder a) tot en met c) wordt verwezen;

3) ofwel een functie van gesubsidieerde animator te hebben uitgeoefend in het kader van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap;

4° of voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

a) een ander nuttig diploma van hoger onderwijs hebben dan bedoeld in 1° en 2° of ten minste vijf jaar nuttige beroepservaring in loondienst hebben, anders dan bedoeld in 3° ;

b) belast zijn met het ontwerp of de implementatie van de animatie- of bemiddelingsaspecten van het vijfjarige ontwikkelingsplan;

c) geselecteerd zijn door een examencommissie bestaande uit ten minste :

- een vertegenwoordiger van de inrichtende macht of van elke partner inrichtende macht;

- een verantwoordelijke bibliothecaris ;

d) aangeworven zijn met voorafgaande toestemming van de Dienst voor Openbare leatuurvoorziening over de personeelsadvertentie waarin de voorwaarden voor het openen van de vacature en voor aanwerving worden uiteengezet.

De minister kan aan de lijst bedoeld in het eerste lid, onder 1°, elk diploma van hoger onderwijs toevoegen dat rechtstreeks verband houdt met het bibliotheekwezen.

Een vertegenwoordiger van de Dienst voor Openbare leatuurvoorziening kan op zijn verzoek of op verzoek van de operator deelnemen aan de examencommissie bedoeld in het eerste lid, 4°.

§ 3. De bibliothecaris-verantwoordelijke van de operator moet :

1° ofwel een persoon zijn met de kwalificaties bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1° tot 2° ;

2° ofwel een persoon zijn met de beroepservaring bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 3° ;

3° of een persoon zijn met een ander nuttig diploma van hoger onderwijs dan bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, of met ten minste vijf jaar nuttige beroepservaring in loondienst, anders dan bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 3°.

Wanneer de operator door meerdere inrichtende machten wordt georganiseerd, brengt de bibliothecaris-verantwoordelijke verslag uit bij de inrichtende macht die als coördinator is aangeduid overeenkomstig artikel 2, 3°.

Bibliothecarissen-verantwoordelijken die vanaf 1 januari 2025 in dienst treden, moeten geselecteerd zijn door een examencommissie van ten minste :

1° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht of van elke partner inrichtende macht;

2° een vertegenwoordiger van de Inspectie. ».

Art. 14. In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

b) worden de woorden "in artikel 8, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 8, § 2, eerste lid, 1°";

2° in het tweede lid :

a) worden de woorden "en reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operatoren".

b) worden de woorden "in artikel 8, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 8, § 2, eerste lid, 1°";

c) worden de woorden "in artikel 8" vervangen door de woorden "in artikel 8, § 2";

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "in artikel 8, 1°" worden vervangen door de woorden "in artikel 8, § 2, eerste lid, 1°";

2° de woorden "in artikel 8" worden vervangen door de woorden "in artikel 8, § 2";

In § 3 van hetzelfde artikel worden de woorden "in artikel 18, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1 1°";

Art. 15. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "zoals beschreven in bijlage 1, A of B bij dit besluit" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "in bijlage 4, A of B, bij dit besluit" vervangen door de woorden "in bijlage 4, A,";

3° in het derde lid worden de woorden "of reizende" ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operator" ;

4° in het vierde lid worden de woorden "Met uitzondering van de rondreizende bibliotheken," geschrapt.

Art. 16. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "zoals beschreven in bijlage 1, A of B bij dit besluit" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "of B, bij dit besluit" geschrapt.

Art. 17. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "of reizende" worden ingevoegd tussen het woord "rechtstreekse" en het woord "operator" ;

2° de woorden "in bijlage 4, A of C bij dit besluit" worden vervangen door de woorden "in bijlage 4, A of C,";

Art. 18. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. § 1. De Ontwikkelingsraad voor openbare leatuurvoorziening bedoeld in artikel 12, tweede lid, 7°, van het decreet is samengesteld uit :

1° werkende leden, aangesteld door de inrichtende macht op voordracht van de bibliothecaris-verantwoordelijke;

2° de bibliothecaris-verantwoordelijke en één of meer vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in artikel 8, § 1 die met raadgevende stem zetelen;

3° één of meer vertegenwoordigers van de inrichtende macht die met raadgevende stem zetelen;

4° een vertegenwoordiger van de Inspectie die met raadgevende stem zetelt;

5° in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de steunoperator, die met raadgevende stem zetelt.

De ontwikkelingsraad voor openbare leatuurvoorziening is samengesteld uit ten minste de helft van de leden die geen personeelsleden van de operator zijn, noch vertegenwoordigers van de inrichtende macht.

§ 2. De werkende leden zijn afkomstig uit het sociale, associatieve-, economische en culturele gebied. Zij mogen niet tegelijkertijd personeelslid van de operator of vertegenwoordiger van de inrichtende macht zijn.

De raad bestaat uit ten minste zes vaste werkende leden, onder wie ten minste :

1° een vertegenwoordiger van instellingen die actief zijn op cultureel gebied;

2° een vertegenwoordiger van instellingen die actief zijn op het gebied van maatschappelijke integratie, alfabetisering of permanente vorming;

3° een vertegenwoordiger van de onderwijssector;

4° een vertegenwoordiger van de gebruiker.

De raad kan in functie van zijn behoeften ook tijdelijke werkende leden uitnodigen.

§ 3. De ontwikkelingsraad voor openbare lectuurvoorziening neemt deel aan de voortdurende evaluatie van het vijfjarige ontwikkelingsplan.

Hij draagt met name bij aan het algemeen zelfevaluatieverslag waarnaar wordt verwezen in artikel 14 van het decreet, en ondersteunt het team van de operator bij het bepalen van de strategie en het uitvoeren van specifieke projecten.

§ 4. De ontwikkelingsraad voor openbare lectuurvoorziening kan zoveel gespecialiseerde commissies oprichten als hij wil.

De leden van deze commissies zijn permanent of tijdelijk voor een specifiek project.

De commissies brengen verslag uit over hun werk aan de gehele raad. ».

Art. 19. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van het tweede lid worden de woorden „ in twee exemplaren en ” geschrapt ;

2° in 1° van het tweede lid worden de woorden “van de Openbare Dienst voor lectuurvoorziening of van de erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken” geschrapt;

3° in 2° worden de woorden “Openbaar netwerk voor openbare lectuurvoorziening” vervangen door de woorden “netwerk voor openbare lectuurvoorziening”;

4° 3° van het tweede lid wordt opgeheven;

5° in het derde lid worden de woorden “of van de erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken” geschrapt.

Art. 20. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “of van de erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken” geschrapt ;

2° in het tweede lid worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « eerste en tweede lid » ;

3° in het derde lid worden de woorden “of van de erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken” geschrapt;

4° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 21. In het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 1 van hetzelfde hoofdstuk worden de woorden “van de Raad” vervangen door de woorden “van de Commissie”.

Art. 22. In artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden „, uiterlijk op 15 juni,” worden ingevoegd tussen het woord “bezorgt” en de woorden “de erkenningsaanvraag” ;

2° de woorden “ten laatste voor 30 juni van het boekjaar waarin ” worden vervangen door “op 30 september van het jaar waarin”.

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “het advies van de inspectie aan de Raad” vervangen door “de erkenningsaanvraag aan de Commissie”;

2° in het tweede lid worden de woorden « De Raad » vervangen door de woorden « De Commissie » ;

In § 3 van hetzelfde artikel worden de woorden « van de Raad » vervangen door de woorden « van de Commissie ».

Art. 23. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “van de adviezen van de Inspectie en de Raad” vervangen door de woorden “van het voorstel van de Dienst voor openbare lectuurvoorziening”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“Binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing van de minister brengt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening de operator hiervan op de hoogte. » ;

3° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De erkenning wordt verleend op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanvraag is ingediend. »

Art. 24. In hetzelfde besluit wordt artikel 18 vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. Na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 17, eerste lid, heeft de operator een recht van beroep dat moet worden uitgeoefend onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bedoeld in artikel 96 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur.

§ 2. Wanneer het dossier wordt terugverwezen naar een zitting van de Commissie, hebben de Commissie en de Inspectie vijftien dagen vanaf de datum van het advies van de Kamer van Beroep om een nieuw advies uit te brengen.

§ 3. De Dienst voor openbare lectuurvoorziening dient onverwijld een voorstel in bij de minister, samen met het advies van de Kamer van Beroep en, in voorkomend geval, de adviezen van de Inspectie en de Commissie.

De minister beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van het advies van de Kamer van beroep of, in voorkomend geval, van het nieuwe advies van de Commissie om zijn beslissing te nemen.

De Dienst voor openbare lectuurvoorziening brengt de operator op de hoogte van de beslissing binnen tien dagen na de beslissing van de minister. ».

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt artikel 19 vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Met toepassing van de artikelen 14, § 1, en 15, § 1, eerste lid, 1° van het decreet worden het algemeen zelfevaluatieverslag en het ontwerp van ontwikkelingsplan voor de volgende periode van vijf jaar ten laatste op 31 januari van het vijfde jaar van het lopende vijfjarenplan ingediend bij de Dienst voor openbare lectuurvoorziening.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de elementen bedoeld in het eerste lid bevestigt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening de ontvangst ervan en stelt de operator in kennis van de ontvankelijkheid van het dossier.

Als de elementen bedoeld in het eerste lid niet binnen de voorgeschreven termijn wordt toegezonden, stuurt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening een herinnering naar de operator. Deze heeft dertig dagen de tijd om de gevraagde elementen te verstrekken.

Als de operator niet binnen de termijnen bedoeld in het derde lid antwoordt, of als het verstrekte antwoord onvolledig of inadequaaf is, wordt het verzoek als niet-ontvankelijk beschouwd. De Dienst voor openbare lectuurvoorziening zal dit binnen acht dagen per brief bevestigen.

§ 2. De adviezen van de Commissie en de Inspectie worden vóór 30 september van het vijfde jaar uitgebracht.

Vóór 31 oktober zendt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening zijn voorstellen, samen met de adviezen bedoeld in het eerste lid, toe aan de minister.

Na ontvangst van de voorstellen van de Dienst voor openbare lectuurvoorziening heeft de minister dertig dagen de tijd om een beslissing te nemen.

In geval van een beslissing tot intrekking heeft de operator het recht om in beroep te gaan overeenkomstig artikel 18. ».

Art. 26. In artikel 19/1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden "in artikel 19, eerste lid" vervangen door de woorden "in artikel 19, § 1, eerste lid, 1°";

b) worden de woorden "van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening" geschrapt;

c) worden de woorden "het behoud van erkenning" vervangen door de woorden "de erkenning";

d) worden de woorden "algemeen uitvoeringsverslag" vervangen door de woorden "algemeen zelfevaluatieverslag";

2° in het tweede lid :

a) worden de woorden "in artikel 19, tweede lid" vervangen door de woorden "in artikel 19, § 2, eerste lid";

b) worden de woorden "Adviescommissie" vervangen door het woord "Commissie";

c) worden de woorden "van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening" geschrapt;

3° in het derde lid :

a) worden de woorden "van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening" geschrapt ;

b) worden de woorden "het derde en vierde lid" worden vervangen door de woorden "het tweede en vierde lid, § 2".

Art. 27. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « evaluatie » wordt vervangen door het woord « zelfevaluatie » ;

2° de woorden "in artikel 14, §§ 1 en 2" worden vervangen door de woorden "in artikel 14";

2° het woord « steun » wordt vervangen door de woorden « punctuele begeleiding » ;

Art. 28. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Minister bepaalt het model van activiteitenverslag en van het boekhoudkundig verslag bedoeld in artikel 16, § 1, van het decreet. » ;

2° in § 2 :

a) worden de woorden "het activiteitenverslag en" ingevoegd tussen de woorden "van het decreet," en de woorden "het boekhoudkundig verslag";

b) wordt het woord « moet » vervangen door het woord « moeten » ;

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 29. In hetzelfde besluit wordt artikel 22 vervangen als volgt :

« Art. 22. - De Dienst voor openbare lectuurvoorziening controleert de verantwoording van de toegekende subsidies overeenkomstig de artikelen 21 en 23.

Bij niet-naleving van de erkennings- of subsidiëeringsvoorwaarden stuurt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening de operator of de erkende beroepsfederatie de ingebrekestelling bedoeld in artikel 24, 1°, van het decreet.

Na ontvangst van de opmerkingen van de operator of de erkende beroepsfederatie, of bij ontstentenis van opmerkingen, bevestigt of niet de Dienst voor openbare lectuurvoorziening zijn oorspronkelijk advies binnen de termijn bedoeld in artikel 24, 3°, van het decreet.

Als de Dienst voor openbare lectuurvoorziening het nodig acht om erkenningen of subsidies in te trekken, zal hij de zaak voorleggen aan de Inspectie en de Commissie.

De Inspectie en de Commissie zullen binnen dertig dagen een advies uitbrengen.

Binnen tien dagen na ontvangst van de adviezen stuurt de Dienst voor openbare lectuurvoorziening de minister zijn voorstellen, samen met de adviezen van de Commissie en de Inspectie.

De minister heeft na ontvangst van deze documenten dertig dagen de tijd om te beslissen of hij de subsidies of erkenningen behoudt of intrekt. ».

Art. 30. In artikel 23, § 1, worden de woorden "in artikel 18, 1°, laatste lid," vervangen door de woorden "in artikel 18, § 2, vierde lid, 2°".

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden «van een plaatselijke bibliotheek » vervangen door de woorden « van een rechtstreekse operator » ;

b) worden de woorden "in artikel 18, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 1°";

2° in het tweede lid :

a) worden de woorden "de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare leetuurvoorziening" ;

b) worden de woorden "van dit besluit" toegevoegd na de woorden "van artikel 2, 2°".

§ 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « § 3. Publiekrechtelijke inrichtende machten kunnen de subsidies bedoeld in artikel 18, § 1, eerste lid, 1° van het decreet cumuleren met andere tewerkstellingssubsidies op voorwaarde dat het gecumuleerde bedrag van deze verschillende subsidies niet hoger ligt dan de werkelijk gedane uitgaven voor het betrokken personeel. ».

In § 4 van hetzelfde artikel worden de woorden "in artikel 18, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 2".

Art. 31. In artikel 24, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden "in artikel 18, 1° en 2°, en in artikel 19, eerste lid" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 1° en 2°";

b) worden de woorden "erkende representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken" vervangen door de woorden "erkende beroepsfederaties";

2° in het tweede lid worden de woorden "erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken" vervangen door de woorden "erkende beroepsfederatie";

3° in het derde lid :

a) worden de woorden "erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken" vervangen door de woorden "erkende beroepsfederatie" ;

2° worden de woorden "in de artikelen 24 en volgende van het decreet en in artikel 30" vervangen door de woorden "in artikel 22";

In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "de erkende representatieve organisatie van bibliothecarissen en bibliotheken" vervangen door de woorden "de erkende beroepsfederatie".

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen met betrekking tot erkende beroepsfederaties*

Art. 32. In hetzelfde besluit wordt na artikel 24 een hoofdstuk 3/1 ingevoegd, dat de artikelen 24/1 tot en met 24/4 bevat, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK 3/ 1. - Erkende beroepsfederaties

Art. 24/1. § 1. De aanvraag voor een programmaovereenkomst bedoeld in artikel 19, § 3, van het decreet wordt ingediend vóór 31 maart van het jaar vóór de inwerkingtreding van de overeenkomst.

Ze gaat vergezeld van een plan met de actie- en programmadoelstellingen van de federatie voor de komende vijf jaar.

§ 2. De ontvankelijkheid van de aanvraag wordt onderzocht overeenkomstig artikel 15.

§ 3. Ontvankelijke aanvragen worden door de diensten van de regering en de Commissie behandeld overeenkomstig artikel 16.

§ 4. De beslissing van de minister wordt meegedeeld overeenkomstig artikel 17.

§ 5. De beroepsprocedures van artikel 18 zijn van toepassing.

Art. 24/2. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 19, § 1, van het decreet worden gerechtvaardigd door uitgaven die betrekking hebben op hetzelfde jaar als dat waarin de subsidies opgevoerd worden bij de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Erkende beroepsfederaties die de subsidies bedoeld in artikel 19, § 1, van het decreet ontvangen, dienen jaarlijks een dossier in dat het gebruik van deze subsidies rechtvaardigt, bestaande uit een boekhoudkundig verslag en een activiteitenverslag.

De minister stelt het model vast voor het activiteitenverslag en het boekhoudkundig verslag bedoeld in het eerste lid.

Het activiteitenverslag en het boekhoudkundig verslag moeten uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarvoor de subsidies worden toegekend, naar de Dienst voor de openbare leetuurvoorziening worden gestuurd.

Art. 24/3. § 1. De verantwoording van de subsidies bedoeld in artikel 19, § 1 van het decreet wordt gecontroleerd overeenkomstig de artikelen 22 tot 24.

§ 2. De erkende beroepsfederaties zijn verplicht om alle boekhoudkundige bewijsstukken die het gebruik van de toegekende subsidies staven, te bewaren gedurende een periode van vijf jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de subsidies bedoeld in artikel 19, § 1 van het decreet zijn toegekend en ter inzage te geven, overeenkomstig de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, de controle van de subsidies en de boekhouding van de Gemeenschappen en Gewesten, alsook op de organisatie van de controle van het Rekenhof.

§ 3. Als een erkende beroepsfederatie geen volledig bewijs levert van het gebruik van de subsidies waarnaar wordt verwezen in artikel 19, § 1, van het decreet, zal de Dienst voor openbare leetuurvoorziening de onterechte bedragen terugvorderen.

Indien een erkende beroepsfederatie niet gedurende twee opeenvolgende jaren het bewijs levert van het gebruik van alle subsidies bedoeld in artikel 19, § 1 van het decreet, is de procedure bedoeld in de artikelen 24 en volgende van het decreet en in artikel 22 van toepassing.

Art. 24/4. § 1. De aanvraag voor verlenging van het programmacontract wordt uiterlijk op 31 januari van het vijfde jaar van het huidige contract ingediend.

Ze gaat vergezeld van een algemeen zelfevaluatieverslag over de huidige overeenkomst en een plan met de actie-programmadoelstellingen van de betrokken federatie voor de komende vijf jaar.

§ 2. Verlengingsaanvragen worden behandeld in overeenstemming met artikel 19. ».

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen met betrekking tot subsidiëeringsvoorwaarden*

Art. 33. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "van artikel 18, 1°," vervangen door de woorden "van artikel 18, § 2, vierde lid, 2°,".

Art. 34. In artikel 26, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden "van artikel 18, 1°, a)" vervangen door de woorden "van artikel 18, § 4";

b) worden de woorden « de plaatselijke bibliotheek » vervangen door de woorden « van de rechtstreekse operator » ;

c) wordt het woord « circulatie » vervangen door het woord « bewaring » ;

d) worden de woorden "van de Dienst voor openbare lectuurvoorziening" geschrapt;

e) worden de woorden "gedurende hetwelk ze" vervangen door de woorden "gedurende hetwelk hij" ;

f) worden de woorden in de Franse tekst « ou elle demande » vervangen door de woorden « ou demande » ;

2° in het tweede lid :

a) worden de woorden « aanvragende plaatselijke bibliotheken » vervangen door de woorden « aanvragende rechtstreekse operatoren » ;

b) worden de woorden "Algemene dienst Letteren en Boekwezen" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening" ;

c) worden de woorden "in artikel 18, 1°, a)" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 4";

d) worden de woorden "de plaatselijke bibliotheek(en)" vervangen door de woorden "de rechtstreekse operator(en)";

e) worden de woorden "betrokken plaatselijke bibliotheken" vervangen door de woorden "betrokken rechtstreekse operatoren" ;

3° in het derde lid worden de woorden "aan de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "aan de Dienst voor openbare lectuurvoorziening".

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De plaatselijke bibliotheken » worden vervangen door de woorden « De rechtstreekse operatoren » ;

2° de woorden "in artikel 18, 1°, a) tweede lid" worden vervangen door de woorden "in artikel 18, § 4";

3° de woorden « de plaatselijke bibliotheek » worden vervangen door de woorden « de rechtstreekse operator » ;

Art. 35. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "rechtstreekse operatoren erkend als" ingevoegd tussen de woorden "Voor de" en de woorden "plaatselijke bibliotheken";

2° in hetzelfde eerste lid worden de woorden "in artikel 18, 2°," vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 2°";

3° het laatste lid wordt opgeheven.

In § 2 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « reizende bibliotheken » worden vervangen door de woorden « reizende operatoren » ;

2° de woorden "in artikel 18, 2°" worden vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 2°";

3° de woorden "bijlage 4 A" worden vervangen door de woorden "bijlage 4 C" ;

4° de tabel wordt vervangen als volgt :

Categorie 1	Categorie 2
20.000	25.000

In § 3 van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "rechtstreekse operatoren erkend als" worden ingevoegd tussen de woorden "Voor de" en de woorden "speciale bibliotheken" ;

2° de woorden "in artikel 18, 2°" worden vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 2°";

In § 4 van hetzelfde artikel worden de woorden "in artikel 18, 2°" vervangen door de woorden "in artikel 18, § 1, eerste lid, 2°";

Art. 36. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 27/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27/1. § 1. De aanvullende subsidies in verband met de ontwikkeling van een specifiek systeem bedoeld in artikel 18, § 5 tot 7, van het decreet, bestaan uit een forfaitair bedrag van 30.000 euro.

§ 2. De minimumvereisten om in aanmerking te komen voor een aanvullende subsidie voor het beheer van een lokale mediatheek zijn als volgt:

1° de collectie bestaat uit minstens 1500 verschillende media van voldoende kwaliteit en diversiteit;

2° de collectie wordt vermeld in de catalogus van de steunoperator en is beschikbaar voor interlening;

3° de bibliotheek heeft een eigen ruimte. Bij wijze van afwijking wijzen reizende operators specifieke plaatsen of tijden aan die gewijd zijn aan de actie van de mediatheek;

- 4° de collectie is toegankelijk voor gebruikers tijdens de openingsuren van de bibliotheek;
- 5° minstens 4 uur per week worden besteed aan de media-uitleendienst of specifieke evenementen;
- 6° de operator besteedt een specifiek budget aan het aankoopbeleid;
- 7° minstens 30% van de vrije toegankelijke collectie bestaat uit media die minder dan 10 jaar oud zijn;
- 8° het toegewezen personeel volgt minstens om de twee jaar een specifieke opleiding.

§ 3. De minimumvereisten om in aanmerking te komen voor een aanvullende subsidie voor het beheer van een plaatselijke speel-o-theek zijn als volgt:

- 1° de collectie bestaat uit minstens 600 verschillende spellen, en is van voldoende kwaliteit en diversiteit;
- 2° naar de collectie wordt verwezen in de catalogus van de steunoperator;
- 3° de bibliotheek heeft een eigen ruimte. Bij wijze van afwijking wijzen reizende operatoren specifieke plaatsen of tijden aan die gewijd zijn aan de activiteit van de speel-o-theek;
- 4° de collectie is toegankelijk tijdens de openingsuren van de bibliotheek;
- 5° minstens 4 uur per week worden besteed aan het uitlenen van wedstrijden of speciale evenementen;
- 6° de operator besteedt een specifiek budget aan het aankoopbeleid;
- 7° minstens 30% van de vrije toegankelijke collectie bestaat uit spellen die minder dan 10 jaar oud zijn;
- 8° het toegewezen personeel heeft een diploma van speelgoedbibliothecaris of volgt minstens om de twee jaar een specifieke opleiding.

§ 4. De minimumvereisten om in aanmerking te komen voor een aanvullende subsidie voor de ontwikkeling van leespraktijken in gevangenissen zijn als volgt:

- 1° de operator biedt een terugkerende activiteit aan, minstens 2 uur per week en 35 weken per kalenderjaar;
- 2° de operator besteedt een specifiek budget aan de ontplooiing van deze activiteit;
- 3° het toegewezen personeel volgt minstens om de twee jaar een specifieke opleiding. ».

Art. 37. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 27/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27/2. § 1. De punctuele uitrustings- of ontwikkelingspremies bedoeld in artikel 18, § 1, tweede lid, 2° van het decreet worden toegekend onder de volgende voorwaarden:

- 1° de bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot 60% van het gecumuleerde bedrag van de uitgaven gedekt door de subsidie;
- 2° eenzelfde operator mag slechts één bijdrage per kalenderjaar aanvragen;
- 3° het maximumbedrag van de subsidie is 50.000 euro;
- 4° de aanvraag moet duidelijk gekoppeld zijn aan het ontwikkelingsplan van de operator.

§ 2. De operator dient de subsidieaanvraag in bij de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening in de vormen en binnen de termijnen die deze voorschrijft, en publiceert deze op haar website.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van de gevraagde uitrusting;
- 2° een argument waarin de voordelen van de gevraagde uitrusting voor de operator gedetailleerd worden uiteengezet;
- 3° een voorlopige begroting voor de gevraagde uitrusting, gebaseerd op ten minste drie vaste offertes of op de voorwaarden van de gekozen aannemer in het geval van een lopende overheidsopdracht.

De Dienst voor Openbare leetuurvoorziening analyseert de ontvangen aanvragen en stuurt de ontvankelijke aanvragen door naar de Commissie.

§ 3. De Commissie brengt een advies uit over de ontvankelijke aanvragen en rangschikt deze in volgorde van prioriteit.

Wanneer er onvoldoende kredieten beschikbaar zijn om aan alle positief beoordeelde subsidiabele aanvragen te voldoen, worden de volgende prioriteitscriteria toegepast:

- 1° er wordt voorrang gegeven aan operatoren die geen uitrustings- of inrichtingssubsidie hebben ontvangen in de drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag;
- 2° binnen dezelfde prioriteitsvolgorde worden de subsidies toegekend in de volgorde van indiening van de aanvragen.

Op basis van de ingediende adviezen stuurt de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening een voorstel naar de minister. ».

Art. 38. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 27/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27/3. - § 1. Er zijn twee soorten punctuele subsidies voor digitalisering zoals bepaald in artikel 18, § 1, tweede lid, 3° van het decreet:

- 1° computeruitrusting ;
- 2° steun voor de ontwikkeling van acties gericht op het versterken van de digitale inclusie van bevolkingsgroepen.

§ 2. Subsidies voor IT-uitrusting worden onder de volgende voorwaarden toegekend:

- 1° de bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot 50% van het gecumuleerde bedrag van de uitgaven gedekt door de subsidie;
- 2° eenzelfde operator mag slechts één bijdrage per kalenderjaar aanvragen;
- 3° overeenstemt met de subsidiabele uitgaven, waarvan de lijst wordt opgesteld door de minister en jaarlijks gepubliceerd door de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening;
- 4° het maximumbedrag van de subsidie is 50.000 euro;
- 5° de aanvraag moet duidelijk gekoppeld zijn aan het ontwikkelingsplan van de operator.

De operator dient de subsidieaanvraag in bij de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening in de vormen en binnen de termijnen die deze voorschrijft, en publiceert deze op haar website.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van de gevraagde uitrusting;
- 2° een argument waarin de voordelen van de gevraagde uitrusting voor de operator gedetailleerd worden uiteengezet;
- 3° een voorlopige begroting voor de gevraagde uitrusting, gebaseerd op ten minste drie vaste offertes of op de voorwaarden van de gekozen aannemer in het geval van een lopende overheidsopdracht.

De Dienst voor Openbare leetuurvoorziening analyseert de ontvangen aanvragen en stuurt de ontvankelijke aanvragen door naar de Commissie.

De Commissie brengt een advies uit over de ontvankelijke aanvragen en rangschikt deze in volgorde van prioriteit.

Wanneer er onvoldoende kredieten beschikbaar zijn om aan alle positief beoordeelde subsidiabele aanvragen te voldoen, worden de volgende prioriteitscriteria toegepast:

- 1° er wordt voorrang gegeven aan operatoren die in de drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag geen subsidie voor IT-uitrusting hebben ontvangen;
- 2° binnen dezelfde prioriteitsvolgorde worden de subsidies toegekend in de volgorde van indiening van de aanvragen.

Op basis van de ingediende adviezen stuurt de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening een voorstel naar de minister.

§ 3. Subsidies ter ondersteuning van de ontwikkeling van acties gericht op het versterken van de digitale inclusie van bevolkingsgroepen worden toegekend op basis van een oproep tot projecten die één keer per zittingsperiode op de website van de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening wordt gepubliceerd.

De voorwaarden van de oproep worden vastgesteld door de minister, op voorstel van de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening, en omvatten :

- 1° de in aanmerking komende acties, gericht rekening houdend met de prioriteiten die blijken uit de evaluatie bedoeld in artikel 27 van het decreet en de vijfjarige ontwikkelingsplannen van de operatoren van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening”;
- 2° de termijnen en procedures voor het indienen van aanvragen;
- 3° de berekeningswijze van de subsidie, die niet meer dan 100.000 euro per project mag bedragen;
- 4° de toekenningsvoorwaarden en eventuele prioriteitscriteria;
- 5° de nadere regels voor de rechtvaardiging van subsidies.

De Dienst voor Openbare leetuurvoorziening analyseert de ontvangen aanvragen en stuurt de ontvankelijke aanvragen door naar de Commissie.

De Commissie brengt een advies uit over de ontvankelijke aanvragen en rangschikt deze in volgorde van prioriteit.

Op basis van de ingediende adviezen stuurt de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening een voorstel naar de minister. ».

Art. 39. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden “van artikel 18, 4°” vervangen door de woorden “van artikel 18, § 4”;
- 2° in het tweede lid worden de woorden “Openbare netwerk voor openbare leetuurvoorziening” vervangen door de woorden “netwerk voor openbare leetuurvoorziening”;
- 3° in het tweede lid worden de woorden « het bestaande gebouw” vervangen door de woorden « de bestaande infrastructuur » ;
- 4° in het tweede lid worden de woorden “een ander gebouw” vervangen door de woorden “een andere infrastructuur”;
- 5° in het tweede lid worden de woorden « het komende gebouw » vervangen door de woorden « de komende infrastructuur » ;

Art. 40. In artikel 29, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden “, van reizende operator” ingevoegd tussen de woorden “van rechtstreekse operator” en de woorden “of van steunoperator”.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen met betrekking tot de intrekking van subsidies en erkenning*

Art. 41. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :
“De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt genomen volgens de nadere regels en binnen de termijnen bedoeld in artikel 22. Ze wordt van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving. » ;
- 2° § 3 wordt vervangen als volgt :
« § 3. Indien subsidies of erkenningen worden ingetrokken, heeft de operator het recht om in beroep te gaan overeenkomstig artikel 18. ».

Art. 42. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Elk jaar zenden de operatoren van het netwerk voor openbare leetuurvoorziening en de erkende beroepsfederaties vóór 30 juni aan de Dienst voor Openbare leetuurvoorziening een bijdrage tot de evaluatie van het netwerk voor leetuurvoorziening over. ».

HOOFDSTUK 8. — *Opheffing van hoofdstuk 7 van het besluit*

Art. 43. In hetzelfde besluit worden hoofdstuk 7 en artikel 32 dat het bevat opgeheven.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen met betrekking tot de evaluatie van het decreet*

Art. 44. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Algemene dienst Letteren en Boekwezen" vervangen door de woorden "Dienst voor openbare lectuurvoorziening" ;

2° in het tweede lid worden de woorden « De Raad » vervangen door de woorden « De Commissie » ;

3° in het derde lid :

a) 1° wordt vervangen als volgt :

"1° algemene toename van de leespraktijken dankzij de actie van de operatoren van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening" ; "

b) tussen 1° en 2° worden 1°/1 en 1°/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"1°/1 gevolgen vastgesteld voor bevolkingsgroepen die ver verwijderd zijn van lees- en taalpraktijken;

1°/2 diversificatie van de bevolking die wordt bereikt door de actie van rechtstreekse en reizende operatoren;" ;

c) in 4° worden de woorden "Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening" vervangen door de woorden "netwerk voor openbare lectuurvoorziening".

HOOFDSTUK 10. — *Wijzigingen met betrekking tot de bijlagen*

Art. 45. In hetzelfde besluit worden de bijlagen 1A, 1B, 2-1°, 2-2°, 2-3°, 2-4°, 2-5° en 3 opgeheven.

Art. 46. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4A vervangen door bijlage 4A van dit besluit.

Art. 47. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4B vervangen door bijlage 4B van dit besluit.

Art. 48. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 4C ingevoegd die gelijk is aan bijlage 4C van dit besluit.

HOOFDSTUK 11. — *Slotbepalingen*

Art. 49. Artikel 36 treedt in werking op een latere datum die door de Regering wordt vastgesteld.

Art. 50. Het lid van de Regering dat bevoegd is voor de bibliotheken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003136]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mars 2020 autorisant l'organisation de Bacheliers et de Masters en langue anglaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 75, § 2, alinéa 5, tel que modifié en dernier lieu par décret du 3 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mars 2020 autorisant l'organisation de Bacheliers et de Masters en langue anglaise ;

Vu les propositions du Conseil d'administration de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur des 7 novembre et 19 décembre 2023 ;

Considérant, notamment, pour le bachelier en droit, l'importance fondamentale de la maîtrise du néerlandais et de l'anglais pour les carrières juridiques dans les professions réglementées, la fonction publique, le secteur privé et les organisations non gouvernementales/internationales, et ce, non seulement à Bruxelles, mais également partout ailleurs en Belgique et à l'étranger ; considérant l'importance fondamentale de la maîtrise du néerlandais et de l'anglais, dès le premier cycle, pour la mobilité des étudiants dans le cadre de leur master, dans toute la Belgique et à l'étranger ;

Considérant, notamment, pour le master en études européennes, l'importance de la maîtrise de la langue anglaise dans ce domaine ; considérant l'ouverture internationale de la formation prodiguée aux étudiants et le renforcement de l'attractivité internationale du programme ;